



Numéro 16 – Mai 2007

HINA – les femmes et la pêche

bulletin d'information

Sommaire

- Une réalité à multiples facettes: Réflexions sur la division du travail aux Tonga
T. Malm p. 3
- Aider les communautés côtières océaniques à trouver de nouveaux moyens de subsistance et de nouvelles sources de revenus
J. Veitayaki et al. p. 10
- Aspects monétaires et non-monétaires de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques
M. Kronen p. 12
- La collecte des crabes de terre sur l'île Christmas
M. Kronen p. 21
- La pêche comme moyen de subsistance à Nauru
A. Vunisea p. 22
- L'évolution de la participation des femmes au secteur de la pêche dans les États et Territoires insulaires océaniques
A. Vunisea p. 24
- Pêche de loisir : les femmes jouent un rôle déterminant dans la gestion des zones lagunaires
J. Brown p. 27
- La CPS accueille son nouveau Chargé de la gestion de la pêche côtière p. 27
- La CPS nomme une nouvelle rédactrice en chef du bulletin "Hina – Les femmes et la pêche" p. 28

Coordinatrice:

Aliti Vunisea
Chargée de recherche, pêche en milieu communautaire
Observatoire des pêches récifales
Programme Pêche côtière
CPS, BP D5, 98848 Nouméa Cedex
Nouvelle-Calédonie.
Fax: +687 263818
Courriel: AlitiV@spc.int

Production:

Section Information
Division Ressources marines
CPS, BP D5, 98848 Nouméa Cedex
Nouvelle-Calédonie.
Fax: +687 263818
Courriel: cfpinfo@spc.int
www.spc.int/coastfish/indexf/

Produit avec le soutien financier de l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande

Éditorial

Dans le présent numéro du bulletin *Hina*, *Les femmes et la pêche*, nous nous pencherons sur la participation des femmes aux activités halieutiques dans les communautés locales, et sur les questions de gestion et de développement de la pêche en général. L'une des principales difficultés auxquelles se heurte la région est l'équilibre à trouver entre développement et gestion. Gérer les ressources revient à fermer des zones de pêche et à mettre en œuvre des mesures de restriction de certaines pêcheries ou de certaines espèces. Le problème qui se pose aux gestionnaires est de savoir comment faire en sorte que les populations gèrent leurs ressources tout en ayant accès à ces mêmes ressources, afin de conserver leurs moyens de subsistance économiques et sociaux, parce que, pour certaines personnes, c'est parfois le seul moyen possible de gagner leur vie.

Thomas Malm contribue au débat autour des rôles respectifs des hommes et des femmes en Océanie en présentant des informations qui avaient été négligées auparavant sur la division du travail aux Tonga, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Pour cela, il a comparé les rôles des hommes et des femmes à l'époque pré-contact, avant les pratiques modernes. L'article de Joeli Veitayaki, Alifereiti Tawake, Sakiusa Fong et Semisi Meo examine comment aider les communautés à mettre en œuvre des mesures de gestion des ressources côtières, en leur proposant des moyens de subsistance et des revenus différents.

Mecki Kronen montre que les Océaniens tirent leur nourriture, leurs moyens de subsistance et leurs revenus de la pêche vivrière et artisanale et que les ressources halieutiques occupent une place essentielle dans le bien-être économique des populations côtières. Devant la prise de conscience du déclin des ressources récifales dans la région, elle suggère de dresser un bilan de l'intérêt et des avantages des différentes méthodes de pêche, afin de pouvoir mettre en œuvre des stratégies de gestion durable et de cerner l'utilité des indicateurs de rendement. Son article illustre aussi les limites du recours à des outils économiques simples pour estimer une valeur monétaire approximative au niveau microéconomique (ménages et communautés rurales).

La participation des femmes à la pêche varie selon le pays. Dans un deuxième bref article, Mecki évoque la participation des femmes à la pêche de crabes sur l'île Christmas.

L'article consacré à Nauru souligne l'importance de la pêche dans les petits États insulaires et indique comment elle constituera une solution de repli pour certains pays. De nombreux pays océaniques traversent une période d'instabilité politique, tandis que d'autres mettent en place des réformes et d'autres changements qui pourraient être des facteurs de chômage. Pour la plupart de ces pays, la pêche devient la source primordiale de nourriture et de revenus. Le régime alimentaire qui tend à s'imposer dans les pays océaniques — abandon des régimes traditionnels au profit de produits d'importation — est en train de s'inverser à Nauru, où les habitants ne sont plus tributaires des produits alimentaires importés mais de l'élevage et de la pêche traditionnels. L'effondrement de l'économie de Nauru a entraîné la mise au point de stratégies positives d'adaptation ; les liens familiaux se sont resserrés, ainsi que les relations de travail au sein des communautés et des familles.

Dans son article sur l'évolution de la participation des femmes à la pêche, l'auteur examine la place des femmes dans le secteur halieutique en général dans les États et Territoires insulaires océaniques. Depuis quelques années, les femmes assument de nouvelles tâches et explorent de nouveaux domaines de travail. Elles s'aventurent même dans les domaines jusqu'à présent réservés aux hommes. Très souvent, elles s'appuient sur des réseaux et des mécanismes informels, faute de trouver des infrastructures appropriées. Le manque d'information empêche également les femmes des zones rurales de participer pleinement au développement de la pêche et de bénéficier d'une formation dans le domaine halieutique. Malgré tout, le rôle des femmes commence à évoluer. Si les rôles traditionnels perdurent à certains endroits, des changements se dessinent dans la participation des femmes. De nouvelles modalités de dialogue commencent à voir le jour au niveau de la communauté. De nouveaux critères de mesure de la condition féminine sont désormais utilisés, par exemple l'éducation et l'emploi. Le rôle et la participation des femmes dans le secteur de la pêche et dans leurs communautés en général peuvent être grandement améliorés en comblant les lacunes dont souffrent les femmes vivant dans des régions côtières rurales en matière de transfert d'informations, de compétences, et de possibilités d'éducation.

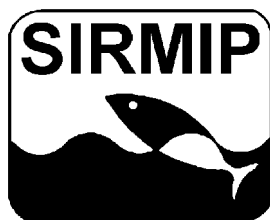
Dans ce bulletin, nous présentons brièvement Etuati Ropeti, nouveau Chargé de la gestion de la pêche côtière à la CPS. Auparavant, il exerçait les fonctions de responsables des pêches au Département des pêches du Samoa.

Après avoir compilé le présent numéro du bulletin *HINA, les femmes et la pêche*, j'ai le plaisir de vous présenter Veikila Vuki, qui a accepté d'assurer les fonctions de rédactrice en chef à partir du prochain numéro. Veikila, actuellement en poste à Guam, possède une vaste expérience du travail des femmes dans le secteur des pêches et des questions afférentes à la pêche communautaire dans la région. Vous trouverez une brève présentation de Veikila dans le communiqué de presse reproduit en fin de numéro. Si vous voulez soumettre un article pour le prochain bulletin, veuillez contacter Veikila Vuki à l'adresse suivante :

Veikila Vuki
PO Box 5214
UOG Station
Mangilao
Guam 96913
Tél. : +1 671 4728136
Courriel : vuki61@yahoo.co.uk

Aliti Vunisea

Le SIRMIP est un projet entrepris conjointement par 5 organisations internationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources halieutiques et marines en Océanie. Sa mise en oeuvre est assurée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud (FFA), l'Université du Pacifique Sud, la Commission océanique de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC) et le Programme régional océanique de l'environnement (PROÉ). Ce bulletin est produit par la CPS dans le cadre de ses engagements envers le SIRMIP. Ce projet vise à mettre l'informa-



Système d'Information sur les Ressources
Marines des Îles du Pacifique

tion sur les ressources marines à la portée des utilisateurs de la région, afin d'aider à rationaliser la mise en valeur et la gestion. Parmi les activités entreprises dans le cadre du SIRMIP, citons la collecte, le catalogage et l'archivage des documents techniques, spécialement des documents à usage interne non publiés ; l'évaluation, la remise en forme et la diffusion d'information, la réalisation de recherches documentaires, un service de questions-réponses et de soutien bibliographique, et l'aide à l'élaboration de fonds documentaires et de bases de données sur les ressources marines nationales.

Une réalité à multiples facettes : Réflexions sur la division du travail aux Tonga

Thomas Malm¹

Introduction

Le “genre”, notion qui recouvre la construction socioculturelle et l’interprétation de la condition masculine et féminine, est l’un des aspects fondamentaux des relations de pouvoir, de l’identité individuelle et collective et du tissu social (voir, par exemple, Davies & Nadel-Klein 1992). Cette notion affecte la vie, les attentes et les relations sociales d’un individu de multiples façons, et sa perception varie grandement selon la culture considérée. Les liens entre ces différents rôles semblent souvent étonnants, si on les mesure à l’aune des conceptions occidentales de ce qui est “naturel”.

Le présent article illustre un exemple de structure des rôles respectifs des hommes et des femmes qui laissent perplexes les scientifiques depuis plus d’un siècle. On pensait généralement que, jusqu’à la période des premiers contacts avec les Occidentaux, du 17^e au début du 19^e siècle, tous les travaux de force — agriculture, construction de cases, pêche hauturière — effectués aux Tonga étaient l’apanage des hommes, tandis que les femmes étaient cantonnées à des tâches moins pénibles telles que la collecte de produits de la mer, la confection de vêtements en tapas et le tressage de nattes. On cite souvent William Mariner (in Martin 1991[1827]:370–371) à l’appui de cette idée. Il faisait allusion à la période 1806-1810 en ces termes :

“Les indigènes de Fidji, de Hamoa (Samoa) et des Îles Sandwich (Hawaïi) qui résidaient aux Tonga avaient coutume de dire qu’il n’était pas bien, de la part des habitants de ces dernières, de laisser leurs femmes mener une vie aussi facile ; les hommes, disaient-ils, avaient assez à faire avec la guerre, etc., et l’on devrait donc obliger les femmes à travailler dur et à cultiver la terre. Non, rétorquaient les hommes des Tonga, ce n’est pas *gnale [ngali] fafine* (compatible avec la nature féminine) de les faire travailler dur ; les femmes ne devraient faire que ce qui est féminin. Qui pourrait aimer une femme masculine ? En outre, les hommes sont plus forts, il est donc juste qu’ils accomplissent les travaux pénibles. Il semble que ce soit un trait particulier du caractère des gens des Tonga : ils ne confient pas au sexe faible les soins et fardeaux les plus lourds de la vie, mais, n’écouteront que leur générosité, se chargent eux-mêmes de toutes les tâches laborieuses ou désagréables qui, pensent-ils, sont incompatibles avec la fragilité et la faiblesse du sexe moins fort.”

L’affirmation de Mariner est en contradiction avec l’argument de M.E. Smith (1977), selon lequel la nécessité, pour les peuples tournés vers la mer, d’exploiter les ressources terrestres aussi bien que marines aurait eu pour conséquences l’accentuation de la différenciation des rôles joués par les femmes et les hommes et une plus grande responsabilité des *femmes* dans la maîtrise de la production vivrière agricole. Tel était effectivement le cas de nombreuses populations côtières d’Océanie, où, selon le schéma général des rôles attribués aux hommes et aux femmes à l’époque pré-européenne, les hommes se consacraient à la défense et à la guerre, aux traversées en mer et à la pêche hauturière ; tandis que les femmes se chargeaient des soins du ménage tels que : la cuisine, l’ameublement des logements et le ramassage de produits de la mer et souvent, tout ou partie du jardinage. Il a même été avancé que, dans toutes les sociétés humaines, les femmes — en raison de leurs fonctions reproductives qui les rendent plus proches que les hommes de la “nature” et des tâches “domestiques” (voir Ortner, 1974) — collectent du bois de feu et de la nourriture, vont chercher de l’eau, préparent et cuisinent des boissons et des légumes, toutes activités qui sont menées à proximité du foyer et qui recouvrent des tâches monotones, pouvant être facilement interrompues et reprises (Brown 1970:1074; Dahlberg 1981:13).

Or, ce n’était pas — comme nous allons le montrer dans cet article — un schéma que l’on rencontrait aux Tonga à l’époque des premiers contacts. Ici, des tâches souvent jugées “féminines” ailleurs, par exemple porter de l’eau, ramasser du bois de feu, cuisiner et jardiner, incombaient aux hommes. Aux Tonga, les rôles respectifs des hommes et des femmes étaient (et sont toujours) complètement à l’inverse de ceux que l’on observe généralement dans la Mélanésie rurale, où les travaux agricoles sont le domaine réservé des femmes (Hau’ofa 1979:87).

L’une des premières choses que les petits Tongans apprennent est que “les garçons s’en vont et les filles restent” et qu’il existe une différence nette entre les tâches des hommes et celles des femmes (Morton 1996:ch. 4–5). D’une manière générale, les garçons et les hommes travaillent à des endroits considérés comme “dehors” — la brousse, la mer, à l’extérieur de la case — tandis que les filles accomplissent les corvées “à l’intérieur” — chez elles, au village, dans la ville ou à l’intérieur du récif. Ce que les hommes font est considéré comme nécessitant davantage de force physique, de savoir-faire et de mobilité, tandis que les tâches des femmes, qui ne sont pas considérées comme “du travail” (*nga-ue*) sont qualifiées

1. Human Ecology Division, Lund University, Finngatan 16, SE-223 62 Lund, Suède.
Courriel: Thomas.Malm@humecol.lu.se Site web: <http://www.humecol.lu.se>

de légères, simples, propres et nécessitant peu ou pas de mobilité et surtout, n'incluent pas de travaux agricoles, hormis, de temps à autre, le désherbage et la récolte.

La question qui se pose est toutefois de savoir à quand remonte cette division du travail. Dans quelle mesure la description de Mariner est-elle exacte ? Ce schéma social est-il, en réalité, le résultat d'une guerre civile et de l'impact du Christianisme au cours de la première moitié du 19^e siècle ?

En guise de contribution au débat sur les rôles respectifs des hommes et des femmes en Océanie, je vais présenter quelques données, négligées jusqu'à présent, sur la division du travail aux Tonga, en particulier dans le domaine de l'agriculture et de la collecte de produits de la mer, et confirmer l'exactitude des déclarations de Mariner.

Les rôles respectifs des hommes et des femmes au cours de la période précontact

On pourrait dire que, les Tonga et les archipels voisins ayant été les premières îles de Polynésie à être peuplées (voir par exemple Kirch 2000), c'est là que l'histoire de la Polynésie a commencé. Depuis le peuplement initial des Tonga par les Lapita, il y a plus de trois millénaires et à travers les différentes ères, y compris, naturellement, la période qui a suivi le contact avec les Européens, notamment à partir de la fin du 18^e siècle, la culture tongane a toujours été caractérisée par sa dynamique, sa complexité et sa perpétuelle évolution. Le mode de vie et la pensée tongans sont fondés sur une antithèse essentielle, celle de la terre et de la mer (voir Malm 1999). Dans la

région culturelle qui regroupe les Îles Fidji, les Tonga et le Samoa, on trouve de nombreuses similitudes intéressantes aussi bien que des contrastes (voir par exemple Kaepler 1978), notamment les rôles respectifs des hommes et des femmes et les régimes de propriété foncière du point de vue de la production alimentaire (Malm 1999, 2001).

Dans ces conditions, depuis combien de temps le travail de la terre incombe-t-il entièrement (ou en majeure partie) aux hommes des Tonga ? Malheureusement, on dispose de très peu de données archéologiques qui permettraient de tirer une conclusion quelconque à cet égard. D.H.R. Spennemann (1986a-b, 1990) estime que, malgré l'absence de preuve que la pêche ait été pratiquée pendant la période de formation des Tonga — d'environ 200 avant J.-C. jusqu'en 1200 — cette activité peut être déduite d'une étude (Pietrusewsky 1969) des squelettes retrouvés dans deux tertres funéraires à 'Atele, Tongatapu, mis au jour en 1964 et datés d'environ 1200–1500 avant J.-C. (Davidson 1969), ainsi que de sa propre analyse de restes de squelettes provenant d'un site Lapita de Pea, sur la même île (Spennemann 1985).

Au cours d'une analyse de squelettes découverts à 'Atele, M. Pietrusewsky (1969:324–325) a observé que les colonnes vertébrales, dans la région cervicale des hommes, présentaient une ostéoarthritis prononcée, alors qu'on ne constatait pratiquement pas d'arthrite dans le bas de la colonne vertébrale. Inversement, les squelettes de femmes présentaient un pourcentage élevé de vertèbres arthritiques dans le bas de la colonne vertébrale, mais pas d'arthrite dans le bas du cou. D.H.R. Spenne-

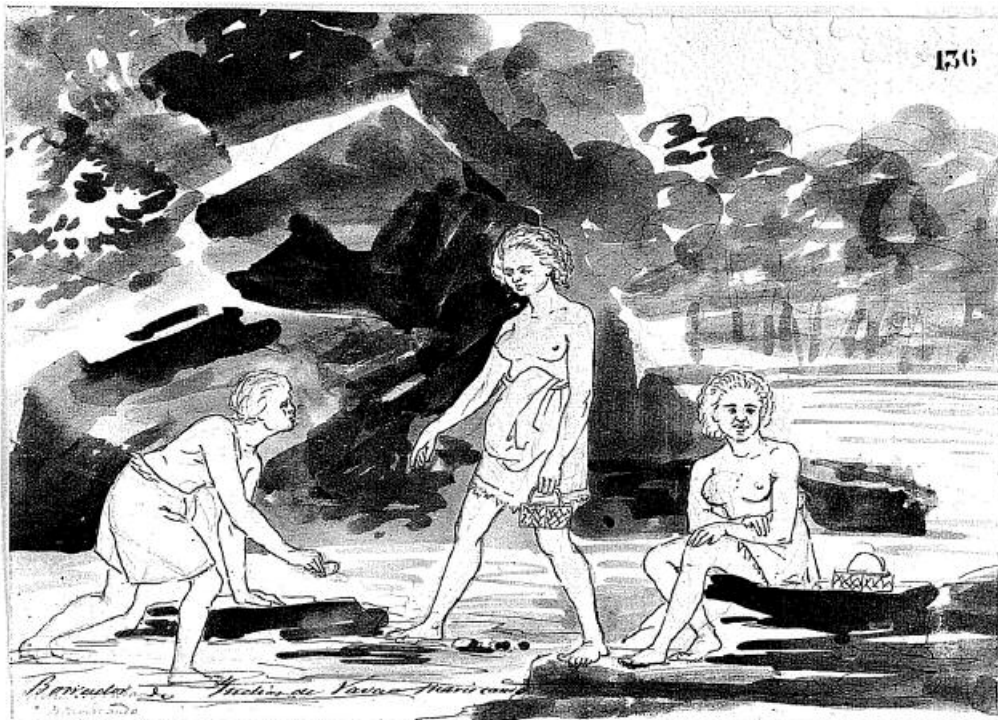


Figure 1. Femmes ramassant des moules sur un dessin réalisé en 1793 par Juan Ravenet, venu de Vava'u, Tonga, avec l'expédition espagnole de Alejandro Malaspina. (Reproduit avec l'aimable autorisation des Dixson Galleries, State Library of New South Wales, Sydney; ZDG D2 f10.)

mann (1985) a pu mettre en évidence un tableau arthritique des squelettes d'hommes Lapita similaire à celui décrit par M. Pietrusewsky. Il se réfère aussi à Houghton (1980), qui a trouvé des indices, sur des squelettes anciens d'hommes Maoris néo-zélandais, de l'usage excessif du bras décrivant un mouvement forcé vers le bas et en arrière. Associée à un pourcentage élevé d'ostéoarthritis dans les vertèbres crâniennes de la région cervicale, cette observation laisse à penser que les hommes en question ont passé beaucoup de temps à pagayer à bord de pirogues, et D.H.R. Spennemann (1986a-b, 1990) tire la même conclusion des squelettes d'hommes des Tonga.

La pêche et la navigation en pirogue étant, jusqu'à nos jours, des activités surtout masculines dans toute la Polynésie, la conclusion tirée de l'observation des squelettes masculins n'est guère surprenante. Mais comment les femmes ont-elles pu développer une arthrose dans le bas de la colonne vertébrale ? On pourrait répondre : en se penchant fréquemment pour retourner des blocs coralliens afin de chercher des produits de la mer et les ramasser. C'est ce que nous voyons sur les tout premiers dessins représentant des femmes des Tonga en train de ramasser des mollusques (figures 1 et 2). D.H.R. Spennemann (1990:105) écrit toutefois que cela se pratique surtout sur les platiers vaseux et les récifs et, la population en question vivant probablement à proximité du lieu funéraire, près de l'intérieur du lagon (Fanga'uta) mais à quelque distance du récif, et 90 pour cent des coquillages trouvés à proximité provenant de l'habitat lagonaire, il semble peu probable que ces personnes aient exploité des ressources récifales dans de grandes proportions. La collecte dans le lagon et sur les platiers se fait principale-

ment en sondant le sol avec les orteils, debout ou assis dans l'eau peu profonde, et en creusant avec les mains, ce qui, fait-il remarquer, ne saurait provoquer une arthrose des vertèbres.

Depuis 22 ans, j'observe la collecte de ressources marines (et y participe) dans différentes régions d'Océanie, et j'ai décrit les techniques de collecte et capture appliquées aux Tonga (Malm 1999:166–170). On voit en effet couramment des femmes accroupies ou penchées pour ramasser des algues ou des invertébrés marins dans le lagon et sur les récifs. J'ai aussi trouvé d'anciennes photos, notamment une qui remonte aux dernières décennies du 19^e siècle (figure 3) et qui montre au moins quatre femmes penchées pour ramasser des produits de la mer dans le lagon. Si les femmes dont les squelettes ont été décrits et commentés par Pietruswesky et Spennemann avaient passé beaucoup de temps à ramasser des ressources autres que des mollusques (algues, holothuries ou méduses, par exemple) — ce que l'on ne peut affirmer d'après les découvertes archéologiques — cela leur aurait probablement fatigué le dos, parce que les femmes se penchent souvent pour ce faire.

D'un autre côté, Spennemann (1990:15) conclut que "cela faisait partie du rôle des femmes de travailler au jardin et de rentrer les produits à la maison, tandis qu'il appartenait aux hommes d'aller pêcher et de parcourir de longues ou moyennes distances pour faire du commerce ou faire la guerre, généralement en pirogue."

Or, l'échantillon de squelette est assez petit, et nous ne savons pas dans quelle mesure il est représentatif de la



Figure 2. Un croquis de Juan Ravenet en 1793, montrant des femmes de Vava'u se courbant pour ramasser des mollusques.

(Reproduit avec l'aimable autorisation des Dixson Galleries, State Library of New South Wales, Sydney; ZDG D2 f8.)

population tongane tout entière à l'époque. Pas plus que nous savons avec certitude si la division du travail entre hommes et femmes était homogène dans l'ensemble des Tonga. Quoi qu'il en soit, on peut avancer qu'une population qui vit à côté d'un lagon intérieur est peu représentative des populations côtières qui habitent sur le littoral et peuvent accéder aussi bien au lagon qu'aux zones récifales. L'interprétation de Spennemann serait toutefois plausible à la lumière du schéma général mélanésien, où les Lapita vivaient avant de coloniser la Polynésie occidentale.

Il existe aussi des données ethnohistoriques qui peuvent permettre de comprendre l'évolution des rôles respectifs des hommes et des femmes. I.F. Helu (1995:195-196) a indiqué que, vers le 10^e siècle avant J.-C., les Tonga étaient centralisées et strictement organisées sous la houlette de grands chefs, et que, de ce fait, les tribus se faisaient moins la guerre. Il suggère donc que les hommes étaient ainsi "libérés" pour assumer de nouveaux rôles et que la division du travail était mûre pour une restructuration. Il en conclut que, dans cette société plus pacifique, l'accent a été mis de plus en plus sur l'agriculture et que tous les travaux pénibles, y compris le jardinage, étaient devenus l'apanage des hommes, tandis que les femmes étaient confinées aux tâches domestiques et à la confection de vêtements en tapas, de nattes tressées et d'autres articles qui pouvaient servir d'artefacts témoignant de la richesse aussi bien que d'objets utilitaires pour la vie quotidienne.

J'ajouterai que la restructuration des rôles respectifs des hommes et des femmes a pu se produire à une époque où la Polynésie française et les Îles Cook — la région de dispersion vers l'est pour Hawaii, la Nouvelle-Zélande et l'Île de Pâques — étaient peuplées depuis au moins plusieurs centaines d'années. On pourrait donc interpréter le fait que les femmes de certaines îles (certainement pas toutes) y pratiquaient davantage l'agriculture comme un reflet de la situation des Tonga avant cette mutation (on trouvera des comparaisons des systèmes agraires en Polynésie occidentale et orientale dans Barrau 1961; Kirch 1984:ch. 7, 1994).

Le fait qu'une répartition des rôles selon le sexe similaire à celui d'époques moins anciennes aux Tonga se retrouve parmi quelques autres peuples en Polynésie occidentale ou dans des régions proches peut donc peut-être s'expliquer par l'influence des Tonga. Ainsi, dans l'archipel d'Ono-i-Lau, région des Fidji plus proche de Tongatapu que des grandes îles fidjiennes, l'influence des Tonga était considérable. Les hommes y sont toujours félicités pour la taille de leurs jardins, et les femmes ne participent pas au jardinage, bien que, comme aux Tonga, elles se rendent dans les jardins pour y prendre des légumes (Vuki 1992:47). À Moala, la distribution du travail est similaire à celle des Tonga. Tandis que les femmes tressent des nattes et confectionnent des vêtements en tapas, les hommes s'occupent des cultures vivrières (Sahlins 1962). De même, bien que des Samoans aient dit à Mariner que les femmes tonganes "devraient travailler dur et cultiver la terre", il a été affirmé que l'agriculture était du seul ressort des hommes au Samoa (voir par exemple Hjarnø 1979-1980:82).

Il se peut toutefois que la soi-disant restructuration des rôles aux Tonga soit intervenue avant la colonisation de la Polynésie orientale. Ainsi, se référant à des récits historiques des 18^e et 19^e siècles, disant que les femmes de Hawaii ne travaillaient jamais à l'extérieur avant la vieillesse, mais passaient le plus clair de leur temps à confectionner des vêtements en tapas, des bijoux et à accomplir les tâches domestiques, V. Valeri (1985:123) écrit :

"Il en va de l'approvisionnement en taro et poisson comme de celui d'autres produits alimentaires importants. Les femmes sont exclues de la production et de la préparation de ces aliments bien que, parfois, elles y jouent un rôle indirect. [...] Tout au plus ont-elles pour tâche de se procurer des aliments secondaires — qui, en un sens, sont "résiduels", comme les femmes elles-mêmes : coquillages, mollusques, algues, petits crustacés, etc. Elles sont parfois capables de cultiver des patates douces ('uala), petit tubercule apprécié, réservé aux terres marginales [...]."



Figure 3. Femmes et enfants ramassant des produits de la mer dans un lagon Samoan. Cette photo a été prise par Thomas Andrew, Apia, durant les dernières décennies du 19^e siècle. (D'après Krämer 1897.)

Ainsi, contrairement à ce que les Hawaïens ont dit à Mariner, il semble que les rôles attribués autrefois aux hommes et aux femmes du point de vue de la subsistance à Hawaii soient en fait tout à fait similaires à ceux qu'il a décrits pour les Tonga.

Les rôles respectifs des hommes et des femmes au 19^e siècle

Spennemann (1990:107–108) a suggéré que le schéma décrit par Mariner pourrait bien être la conséquence de la situation qui prévalait pendant les guerres civiles de 1799 à 1852. Pendant cette période, on assista à une évolution d'un peuplement dispersé, où les gens vivaient à proximité de leurs jardins, vers un habitat plus groupé (Kennedy 1958:162–165). C'était aussi une période d'efforts très intenses déployés par les missionnaires (voir par exemple Latukefu 1974). Spennemann soutient que la charge du jardinage fut dévolue aux hommes parce qu'ils étaient plus à même de se défendre contre les ennemis. Le fait que les Tongans d'aujourd'hui considèrent ce schéma comme traditionnel peut également s'expliquer, écrit-il, par un effet prolongé de la religion chrétienne. L'Église, qui fonde son enseignement sur des idéaux européens paternalistes, a donc probablement encouragé et fermement ancré un schéma émergent qui était correct de son propre point de vue.

Il y a en réalité très peu de preuves historiques anciennes à l'appui de l'argumentation de Spennemann, bien que la guerre civile et la religion chrétienne aient certainement eu de fortes répercussions à de nombreux autres égards. Si l'on en croit Spennemann (1990:106), Mariner fut le seul visiteur européen des Tonga, parmi les premiers, qui ait donné des détails sur les personnes qui travaillaient au jardin. Ce n'est pas exact. D'abord, nous avons un récit de James Cook (in Beaglehole 1967,I:176–177), où il dit qu'un grand chef faisait inspecter ses plantations pour veiller à ce que "chaque *homme* cultive et plante son quota" (c'est l'auteur qui souligne). Et surtout, il faut lire William Anderson (1967[1777]:932–933), chirurgien qui participa à la troisième expédition de Cook et observateur attentif. Il écrivait ceci, 12 ans avant le début de la guerre civile et près de 30 ans avant l'arrivée de Mariner sur les îles :

"Les femmes s'activent sans effort, le plus souvent à la maison. La confection des vêtements leur est entièrement confiée et, hormis cette occupation, la fabrication de nattes semble être de la plus haute importance. [...] De nombreux autres articles moins importants occupent leur temps libre : peignes, qu'elles fabriquent en grandes quantités, petits paniers du même matériau que les nattes, et autres objets en fibres de noix de coco, simples ou ornés de petites perles. [...] Le domaine dévolu aux hommes est, comme on pouvait s'y attendre, beaucoup plus laborieux et extensif que celui des femmes. Il recouvre l'agriculture, l'architecture, la construction de pirogues, la pêche et autres activités en rapport avec la navigation."

Anderson revient sur le schéma auquel "on pourrait s'attendre", dans une revue inconnue de Mariner et de son éditeur Martin puisqu'elle n'a été publiée qu'en 1967,

estimant que Mariner a dû interpréter cette réflexion comme signifiant que ce schéma était conforme à son propre contexte culturel. Si tel était le cas, il a dû songer à des femmes de rang supérieur, car les femmes ordinaires de la campagne ne menaient guère une vie aussi confortable en Europe ; mais cela ne signifie pas nécessairement que cette déclaration était erronée. Il poursuit en comparant les Tongans avec des peuples d'autres régions qu'il a visitées dans le Pacifique, "dans un état très barbare". Il apparaît ici qu'il avait remarqué un schéma très différent de celui des Tonga. À propos des femmes des Tonga, il écrit que "nous les avons trouvées non seulement déchargées de ces activités laborieuses, ce qu'exige la fragilité naturelle de leur constitution, mais aussi traitées avec un respect auquel elles peuvent souvent davantage prétendre que leurs seigneurs et maîtres, et elles ont même davantage de latitude dans la gestion des affaires" (ibid.:933).

Pour réfuter les remarques d'Anderson concernant la "fragilité naturelle de la constitution" des femmes, de même que l'expression "la fragilité et la faiblesse du sexe moins fort" employée par Mariner et Martin, on pourrait ajouter que les femmes des Tonga n'étaient pas réputées pour être faibles de naissance ni avoir besoin d'être protégées en permanence par les hommes, et, pendant la guerre civile, on a même vu des femmes se battre à côté de leurs parents hommes et défendre des forts (Ralston 1990a:111–112, 1990b:76). En tout état de cause, il est clair qu'Anderson et Mariner se livrent à une réflexion sur ce qu'ils ont observé, et leurs commentaires — si eurocentriques et androcentriques qu'ils soient — ne rendent pas nécessairement leurs observations moins correctes.

Spennemann (1990:107) écrit qu'on peut se demander si la déclaration de Mariner, qui a passé beaucoup de temps parmi des couches supérieures de la population, ne s'appliquait pas uniquement à des femmes de qualité. Anderson ne pose pas ce genre de problème, parce que, comme les autres participants de l'expédition de Cook, il passa du temps en compagnie de roturiers. Quelques pages plus loin, après la citation que nous venons de faire, il écrit ceci, qui ne décrit certes pas une activité à laquelle des femmes de haut rang auraient participé :

"Ils ont aussi beaucoup de jolies petites sennes, dont certaines d'une texture très délicate, qu'ils utilisent pour prendre des poissons dans les trous des récifs, à marée descendante, et aussi des turlottes barbelées dont ils frappent les poissons, le tout en si grand nombre que cela montre qu'une grande partie de leur temps est consacrée à cette activité. C'est aussi la seule activité pouvant être qualifiée de laborieuse que mènent parfois les femmes, et elles manient la pagaie aussi habilement que les hommes." (Anderson 1967[1777]:940; c'est l'auteur qui souligne).

Nous avons effectivement un témoignage d'une femme de missionnaire, qui écrit dans son journal intime, en 1823, que "les femmes les plus en vue sont souvent les artistes les plus douées parce qu'elles n'ont pas à passer autant de temps dans les jardins." (Mary Lawry, in Reeson 1985:180; également citée par Spennemann 1990:106). Malheureusement, elle ne mentionnait pas

combien de temps les autres femmes y passaient ni ce qu'elles y faisaient. Il est donc difficile d'utiliser son témoignage pour réfuter l'affirmation bien argumentée selon laquelle l'agriculture incombait surtout aux hommes, et la participation des femmes à la production vivrière était limitée à des tâches plus modestes (éventuellement) et à la collecte de produits de la mer dans ce que l'on pourrait appeler des "jardins récifaux".

Conclusion

Un aspect remarquable de la division du travail aux Tonga tient au fait que le travail des hommes recouvre ce qui est souvent, surtout en Mélanésie mais également ailleurs en Océanie, une tâche typiquement féminine : l'agriculture. Il importe de se demander depuis combien de temps ce schéma prévaut. L'étude de restes de squelettes antérieurs à l'époque pré-contact a donné lieu à une interprétation voulant qu'il appartenait aux femmes de travailler dans les jardins et de rapporter des produits alimentaires à la maison, tandis que les hommes pêchaient et naviguaient en pirogue. Selon une hypothèse, la division du travail avait été réformée lorsque les Tonga sont devenues centralisées et organisées sous la houlette de grands chefs, de manière à pouvoir gérer plus facilement les luttes intertribales. Cela est tout à fait possible, bien que, d'un point de vue ethnographique comparatif et du fait du manque de preuves archéologiques, cela soit loin d'être certain. L'argument voulant que le schéma général que l'on trouve à l'heure actuelle aux Tonga n'est pas apparu avant le 19^e siècle — sous l'effet des efforts des missionnaires et des précautions nécessaires pendant la guerre civile (à l'époque où il aurait été dangereux pour les femmes d'aller travailler dans les jardins) — pourrait toutefois être clairement réfuté par des récits de la période antérieure — les 18^e et 19^e siècles — qui brosaient un tableau comparable avec les plus récents.

J'en conclus personnellement que la répartition des rôles masculins et féminins aux Tonga remonte sans doute au moins au début de la période de contact, et qu'elle très probablement encore plus ancienne. Comme je l'ai soutenu ailleurs (Malm 1999), on peut s'appuyer sur des explications fondées sur la mythologie et diverses coutumes pour essayer de comprendre comment se perpétue cette distribution des rôles, mais elles n'indiquent guère d'où elle tire son origine. Seules des recherches ethnographiques et archéologiques comparées peuvent jeter une nouvelle lumière sur cette question.

Remerciements

Je tiens à exprimer toute ma gratitude à l'Organisme suédois de développement international (SIDA) et à l'Agence suédoise pour la coopération avec les pays en développement en matière de recherche (SAREC), à la Fondation Magnus Bergvall, à l'Elisabeth Rausing's Memorial Foundation et à la Kungl. Humanistiska Vetenskapssamfundet de Lund pour leur concours financier qui m'a permis de mener des recherches en Océanie de 1994 à 2005. Je remercie également les Dixson Galleries, Bibliothèque de l'État de Nouvelle-Galles du Sud, à Sydney, pour la permission de reproduire les images de l'expédition de Malaspina.

Bibliographie

- Anderson W. 1967. A journal of a voyage made in His Majesty's sloop Resolution. p. 724–986. In: J.C. Beaglehole (ed.), *The journals of Captain James Cook on his voyages of discovery: III. The voyage of the Resolution and Discovery, 1776–1780, Part 2*. Cambridge: Cambridge University Press, for the Hakluyt Society.
- Barrau J. 1961. Subsistence agriculture in Polynesia and Micronesia. Honolulu: Bernice P. Bishop Museum, Bulletin 223.
- Beaglehole J.C. (ed.) 1967. *The journals of Captain James Cook on his voyages of discovery*. Cambridge: Cambridge University Press, for the Hakluyt Society.
- Brown J.K. 1970. A note on the division of labor by sex. *American Anthropologist* 72:1073–1078.
- Dahlberg F. 1981. Introduction. p. 1–33. In: F. Dahlberg (ed.), *Woman the gatherer*. New Haven & London: Yale University Press.
- Davidson J.M. 1969. Archaeological excavations in two burial mounds at 'Atele, Tongatapu. *Records of the Auckland Institute and Museum* 6:251–286.
- Davies D. and Nadel-Klein J. 1992. Gender, culture and the sea: Contemporary theoretical approaches. *Society and Natural Resources* 5(1):135–147.
- Hau'ofa E. 1979. Corned beef and tapioca: A report on the food distribution systems in Tonga. Canberra: Development Studies Centre, Australian National University.
- Helu 'I.F. 1995. Brother/sister and gender relations in ancient and modern Tonga. *Journal de la Société des Océanistes* 100–101:191–200.
- Hjarnø J. 1979–1980. Social reproduction: Towards an understanding of aboriginal Samoa. *Folk* 21–22:73–123.
- Houghton P. 1980. *The first New Zealanders*. Auckland: Hodder and Stoughton.
- Kaepler, A.L. 1978. Exchange patterns in goods and spouses: Fiji, Tonga and Samoa. *Mankind* 11:246–252.
- Kennedy T.F. 1958. Village settlement in Tonga. *New Zealand Geographer* 14(1):161–172.
- Kirch P.V. 1984. *The evolution of the Polynesian chiefdoms*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kirch P.V. 1994. *The wet and the dry: Irrigation and agricultural intensification in Polynesia*. Chicago & London: University of Chicago Press.
- Kirch P.V. 2000. *On the road of the winds: An archaeological history of the Pacific Islands before European contact*. Berkeley: University of California Press.
- Krämer A. 1897. *Ueber den Bau der Korallenriffe und die Planktonverteilung an den Samoanischen Küsten*. Kiel & Leipzig: Verlag von Lipsius & Tischer.
- Lātūkefu S. 1974. *Church and state in Tonga: The Wesleyan missionaries and political development, 1822–1875*. Canberra: Australian National University Press.

- Malm T. 1999. Shell age economics: Marine gathering in the Kingdom of Tonga, Polynesia. Lund: Department of Sociology; Lund Monographs in Social Anthropology 8.
- Malm T. 2001. La tragédie des simples usagers du domaine public : le déclin du régime de propriété coutumière du domaine marin aux Tonga. Bulletin d'information de la CPS Ressources marines et traditions n° 13:3-13.
- Martin J. 1991. Tonga islands: William Mariner's account. 5th ed. Nuku'alofa: Vava'u Press.
- Morton H. 1996. Becoming Tongan: An ethnography of childhood. Honolulu: University of Hawai'i Press.
- Ortner S.B. 1974. Is female to male as nature is to culture? p. 67-88. In: M.Z. Rosaldo and L. Lamphere (eds.), *Woman, culture, and society*. Stanford: Stanford University Press.
- Pietruszewsky M. 1969. An osteological study of cranial and infracranial remains from Tonga. *Records of the Auckland Institute and Museum* 6:287-402.
- Ralston C. 1990a. Gender relations in Tonga at the time of contact. p. 110-117. In: P. Herda, J. Terrell and N. Gunson (eds.), *Tongan culture and history*. Canberra: Department of Pacific and Southeast Asian History, Research School of Pacific Studies, Australian National University.
- Ralston C. 1990b. Deceptive dichotomies: private/public, and nature/culture: gender relations in Tonga in the early contact period. *Australian Feminist Studies* 12:65-82.
- Reeson M. 1985. *Currency lass*. Sutherland (Australia): Albatross Books.
- Sahlins M.D. 1962. *Moala: Culture and nature on a Fijian island*. Ann Arbor: University of Michigan Press.
- Smith M.E. 1977. Comments on the heuristic utility of maritime anthropology. *The Maritime Anthropologist* 1(1):2-8.
- Spennemann D.H.R. 1985. Report on a re-analysis and re-assignment of the human remains from a Lapita burial in the shellmidden TO-Pe-1, at Pea, Tongatapu. Canberra: Department of Prehistory, Research School of Pacific Studies, Australian National University; Osteological Report DRS 21.
- Spennemann D.H.R. 1986a. Sexual division of labour in Tonga during the dark ages: Some evidence from the 'Atele Mounds, Tongatapu. *New Zealand Archaeological Association Newsletter* 29(4):250-251.
- Spennemann D.H.R. 1986b. Arbeitsteilung der Geschlechter in der Vorgeschichte: Ein Fallbeispiel von Tongatapu. *Archäologisches Korrespondenzblatt* 16:489-494.
- Spennemann D.H.R. 1990. Changing gender roles in Tongan society: Some comments based on archaeological observations. p. 101-109. In: P. Herda, J. Terrell and N. Gunson (eds.), *Tongan culture and history*. Canberra: Department of Pacific and Southeast Asian History, Research School of Pacific Studies, Australian National University.
- Valeri V. 1985. *Kingship and sacrifice: Ritual and society in ancient Hawaii*. Chicago & London: University of Chicago Press.
- Vuki V. 1992. The subsistence fisheries of Ono-i-Lau and the respective roles of men and women. p. 46-51. In: C. Tisdell (ed.), *Giant clams in the sustainable development of the South Pacific*. Canberra: Australian Centre for International Agricultural Research.

Aider les communautés côtières océaniques à trouver de nouveaux moyens de subsistance et de nouvelles sources de revenus

Joeli Veitayaki^{1*}, Alifereti Tawake¹, Sakiusa Fong¹ et Semisi Meo¹

Introduction

Le Centre régional océanique de l'Institut international de l'océan pour l'Océanie (IOI-PI) et le Programme d'études océanographiques de l'Université du Pacifique Sud (USP) basés à Suva (Îles Fidji), s'attachent depuis deux ans à appuyer le développement intégré de zones rurales où les habitants prennent en charge la gestion de leurs propres ressources. Ces deux organismes apportent leur concours aux communautés à la recherche de moyens de subsistance et de sources de revenus nouveaux. Les résultats sont encourageants et justifient la poursuite de ces efforts.

Le fait que ces communautés aient fait la preuve de leur engagement à gérer leurs ressources apporte en partie une réponse positive aux préoccupations relatives à l'implication de partenaires et de collaborateurs dans les zones rurales. Ces communautés ont décidé d'adopter une démarche intégrée et adaptative en complément des activités qu'elles mènent en vue de la restauration et de la réhabilitation des ressources dans leurs aires marines sous gestion communautaire. En outre, la recherche de nouveaux moyens de subsistance complète ces activités de gestion des ressources en permettant à la population d'améliorer ses conditions de vie sans être tentée d'abandonner lesdites activités.

Les femmes et les jeunes sont plus spécialement ciblés par ces initiatives. Ces catégories de la population sont en effet susceptibles de contribuer davantage à l'amélioration des conditions de vie dans leur zone. Dans le cadre de cette initiative, le soutien apporté par le projet "Les femmes et la mer" de l'IOI et par le Programme d'études océanographiques a permis de trouver des débouchés intéressants. Les résultats augurent favorablement de l'avenir pour les communautés et pour les îles du Pacifique en général.

De nouveaux moyens de subsistance

Les jeunes de Malawai, district de Tikina à Vanuaso, sur l'île de Gau (Îles Fidji), ont été les premiers à prendre une initiative de ce type. Les villageois souhaitaient créer un élevage de bovins pour pouvoir disposer d'une source de bétail fiable. Ils avaient besoin d'animaux pour leurs cérémonies, mais devaient jusqu'alors les acheter à l'extérieur du village.

Ces jeunes pratiquaient l'agriculture vivrière, et leurs revenus provenaient principalement de la vente de *yaqona* (*Piper methysticum*) ou kava, et de coprah. Le village disposait de beaucoup de terres et la population

souhaitait créer une activité économique sans intensifier l'exploitation de ses ressources halieutiques. Le projet d'élevage apporterait en outre de nouvelles sources de produits alimentaires et de revenus, et l'on essaierait de protéger les terres arables ainsi que la rivière, qui servent aux besoins de la population.

L'élevage a été implanté sur des terres appropriées, situées à quelque distance de la rivière et du village. La population a fourni les terres, la main-d'œuvre et les poteaux de clôture, qui représentaient le plus gros investissement nécessaire. L'ambassade de France a financé l'achat du fil de fer et du bétail. Le 31 décembre 2003, les jeunes du village ont réceptionné le projet, dont ils ont pris le contrôle, lors d'une cérémonie présidée par M. Vidon, Ambassadeur de France aux Îles Fidji à l'époque.

La recherche de nouveaux moyens de subsistance dans les communautés côtières a été stimulée par la création d'un fonds de soutien dans le cadre du projet "Les femmes et la mer" de l'IOI. Bien que disposant de capitaux limités, ce fonds donne cependant accès au crédit à des communautés qui ne remplissent pas les conditions imposées par les prêteurs conventionnels. Les femmes et les groupes de jeunes qui ont besoin d'une petite mise de fonds initiale pour réaliser leur ambition de changer le cours des choses peuvent ainsi bénéficier d'une assistance directe. Des activités variées répondant aux besoins de la population de divers villages ont fait l'objet de cette aide, dont : l'organisation d'ateliers sur l'égalité des hommes et des femmes sur la Côte de corail (Îles Fidji) et sur l'île d'Upolu (Samoa), l'ouverture par des femmes d'une boutique de souvenirs dans la province de Rennell et Bellona (Îles Salomon), la création d'une entreprise d'achat de nattes à Vanuaso, sur l'île de Gau (Îles Fidji), la création d'une entreprise apicole par des femmes et des jeunes à Daku, sur l'île de Kadavu (Îles Fidji), et l'enregistrement, la production et la vente de cédéroms par des jeunes de Naboutini, dans la province de Cakaudrove, et de Malawai, sur l'île de Gau (Îles Fidji).

L'octroi de crédits par le fonds dépend des partenaires qui travaillent sur les sites concernés. Ces partenaires soumettent des demandes de financement qui sont considérées comme émanant de la population. Les femmes et les jeunes sont particulièrement ciblés, mais il est entendu que l'assistance accordée doit procurer des avantages à l'ensemble de la communauté.

Les structures qui ont reçu une aide pour créer des activités rémunératrices doivent rembourser les crédits

1. Université du Pacifique Sud, Suva (Îles Fidji)

* Courriel : veitayaki_j@usp.ac.fj

qui leur ont été versés. Cette condition permet d'évaluer la rentabilité de ces activités rémunératrices et de contribuer à la pérennisation du fonds, qui sera ainsi renouvelable et permettra d'aider d'autres communautés.

Le soutien dans l'avenir

Des discussions sont en cours avec d'autres partenaires locaux potentiels à Kiribati, à Tuvalu et à Vanuatu, en vue de faire bénéficier des communautés côtières de ces pays de l'aide du fonds du projet "Les femmes et la mer". L'IOI et le Programme d'études océanographiques sont prêts à étudier toutes demandes de financement de la part de partenaires locaux intéressés.

Les partenariats semblent donner de bons résultats. Les gestionnaires de certaines des activités rémunératrices commencent à effectuer des remboursements, ce qui constitue une réelle mesure concrète de leur succès. Ces communautés ont eu l'occasion de démontrer à quel point elles peuvent obtenir de bons résultats lorsqu'elles disposent d'un minimum de capital, et de profiter des avantages d'un développement autogéré. L'IOI et le Programme d'études océanographiques se sont engagés à soutenir des activités communautaires efficaces qui permettent aux communautés d'améliorer leurs conditions de vie.

Projet d'élevage de bovins à Malawai, Vanuaso, île de Gau (Îles Fidji)



À gauche : Nattes mises en vente par des femmes de Vanuaso, île de Gau (Îles Fidji)



À droite : Étoffe végétale imprimée de Matangi, province de Rennell et Bellona (Îles Salomon)



Femmes de la province de Rennell et Bellona (Îles Salomon) avec leurs sulus (lavalavas) teints par nouage

Femmes du village de Daku (Îles Fidji) avec leurs œuvres sérigraphiées et des plantes d'agrément



Aspects monétaires et non-monétaires de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques

Mecki Kronen¹

Introduction

Dans les pays insulaires de l'Océanie, de nombreuses communautés côtières sont fortement tributaires des récifs coralliens pour leur subsistance et pour la pêche artisanale.² Les pays insulaires océaniques dépendent de la pêche vivrière et de la pêche artisanale pour nourrir leur population, générer des revenus et, plus généralement subvenir à leurs besoins. Les pêcheries représentent donc une ressource d'importance capitale pour le bien-être économique des communautés côtières.

Les pressions que subissent les ressources récifales et le déclin spectaculaire de la production halieutique dans la région sont de mieux en mieux connus. Ces phénomènes ont des répercussions pour les principales parties prenantes, c'est-à-dire celles dont la subsistance dépend directement de la prise, de la transformation et de la vente de ressources récifales (Whittingham *et al.* 2003), mais ils peuvent également avoir de graves conséquences à l'échelon régional and international (Burke *et al.* 2002). En Océanie, la pêche artisanale concerne de nombreux intervenants et il convient donc d'étudier des valeurs et des avantages de natures très diverses. Il est essentiel d'identifier et de quantifier ces valeurs et ces avantages aux différentes échelles concernées, pour élaborer des stratégies de gestion équitables et durables, qui font cruellement défaut à l'heure actuelle, et identifier des indicateurs de résultats utiles (Ahmed *et al.* 2004).

Pour estimer la valeur globale de la pêche vivrière et de la pêche artisanale, il est nécessaire de tenir compte de la diversité et de l'ampleur des avantages qui en découlent, sachant que nombre de ces derniers ne relèvent pas de l'économie de marché. Le concept de valeur est un concept pluraliste (Moran et Pearce 1999 ; Korovulavula 2005) et les interprétations en sont nombreuses. Souvent, les valeurs sociales et culturelles ne sont pas des valeurs marchandes, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de prix, et elles sont susceptibles de varier considérablement en fonction des perceptions des parties prenantes concernées. La pêche vivrière et la pêche artisanale étant généralement considérées comme relevant du secteur informel en Océanie, la valeur monétaire de nombreuses activités et transactions peut échapper aux comptes nationaux, qui ne capturent que l'économie monétaire.

Le secteur de la pêche artisanale souffre d'un manque d'attention, typique des secteurs informels, de la part

des responsables politiques. Il est difficile de mobiliser la volonté politique et un soutien pour la gestion des pêches en l'absence de relevés détaillés sur les quantités débarquées, lorsque les données relatives aux coûts, aux prix et aux avantages sont inconnues ou incomplètes, et qu'il n'existe pas de mécanisme qui permettrait d'attribuer une valeur comptable à des avantages dont le prix n'est pas connu, puisqu'ils sont non monétaires par nature. Les politiques adoptées par les pouvoirs publics obéissent souvent à des impératifs d'ordre économique, et la pêche artisanale est largement négligée lorsque sa contribution au PIB est négligeable.

Certaines de ces contraintes se reflètent dans les prévisions de production halieutique établies par les pays insulaires océaniques depuis la fin des années 90 (Tableau 1). D'après ces chiffres, la pêche artisanale ne joue qu'un rôle secondaire. Les débarquements de la pêche vivrière et de la pêche commerciale ne représentent respectivement que 12,5 % et 5,3 % d'une production halieutique totale annuelle de 731 641 tonnes. Ces chiffres montrent également que la valeur des prises de la pêche artisanale est habituellement considérée comme très inférieure à celle des prises des entreprises de pêche commerciale à plus grande échelle.

La présente communication n'est pas exhaustive et ne propose pas de solutions pour mesurer toutes les éventuelles contributions d'ordre économique de la pêche artisanale. Elle présente cependant des variations susceptibles d'affecter, à diverses échelles, la prévalence et les interactions des valeurs monétaires et non monétaires de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques, afin d'illustrer l'importance de la pêche artisanale pour l'économie. Elle examine également les limitations inhérentes à l'utilisation d'outils économiques simples pour estimer approximativement les valeurs monétaires à l'échelle microéconomique (ménages et communautés rurales). Les études de cas présentées reposent sur des observations et des données recueillies dans le cadre d'un projet régional, en cours d'exécution et financé par l'Union européenne (UE), intitulé PROCFish-C.³

Valeur monétaire – l'étude de cas de Niue

Dans l'ensemble, la population de Niue a adopté une économie monétaire de type occidental. Le coût de la vie y est relativement élevé pour un pays insulaire océanique. À ce jour, la pêche récifale et la pêche pélagique se prati-

1. Chargée de recherche (pêche en milieu communautaire), Observatoire des pêches récifales, CPS, Nouméa, Nouvelle Calédonie
 2. Dans le présent article, le terme "pêche artisanale" décrit (principalement) la pêche traditionnelle pratiquée par des familles de pêcheurs (par opposition aux entreprises commerciales de pêche), caractérisée par des capitaux et des intrants énergétiques peu élevés, des bateaux de pêche relativement petits (si des bateaux sont utilisés), et des sorties de courte durée près du littoral, le poisson étant principalement destiné à la consommation locale ou au marché plus grand le plus proche (Garcia; FAO Fisheries Glossary).
 3. La mise en œuvre, par le Programme Pêche côtière de la CPS, de la composante côtière (PROCFish-C) du Programme régional de développement de la pêche océanique et côtière dans les PTOM et pays ACP du Pacifique (PROCFish) financé par l'Union Européenne a commencé en 2002. Ses principaux objectifs sont, premièrement, contribuer à l'amélioration de la gestion des pêches côtières dans les pays insulaires océaniques en constituant une base de données sur l'état des ressources et leurs niveaux d'exploitation actuels, deuxièmement, évaluer les relations et la dynamique éventuelles entre les ressources et les usagers et, troisièmement, identifier des approximations ou des indicateurs susceptibles de servir comme outils de gestion halieutique.

Tableau 1. État récapitulatif, en poids et en valeur monétaire, des prises annuelles de la pêche vivrière et de leur pourcentage du total des prises annuelles

Pays	Prises annuelles de la pêche vivrière (tonnes)	Pourcentage du poids total des prises annuelles (%) ¹	Pourcentage de la valeur totale estimée des prises annuelles (USD)
Îles Cook	795	63,6	9,5
Îles Fidji	21 600	57,9	37,3
États Fédérés de Micronésie	5 000	3,6	5,5
Kiribati	10 000	6,8	5,4
Îles Marshall	2 800	7,7	7,0
Nauru	110	0,3	0,9
Niue	194	93,3	75,2
Palau	1 250	26,4	14,0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	26 000	15,6	12,6
Samoa	4 293	34,0	30,2
Îles Salomon	13 000	14,4	10,1
Tonga	2 863	36,3	21,4
Tuvalu	880	2,1	2,4
Vanuatu	2 700	88,6	81,0
Total	91 485	12,5	11,2

1. Inclut la pêche côtière commerciale et la pêche hauturière pratiquée par les flottilles nationales et étrangères (source : Gillett et Lightfoot 2001).

quent principalement sur une base non commerciale. Le marché local est effectivement alimenté par certains pêcheurs qui pratiquent la pêche artisanale, mais les objectifs de ceux-ci ne sont généralement pas seulement commerciaux et le mode de vie a également son importance. Les engins et les techniques de pêche les plus utilisés comprennent la canne à pêche en bambou (de style local) et la canne à pêche sportive (pour les poissons récifaux), des lignes lestées, la traîne et, dans une moindre mesure, la palangre (poissons démersaux et pélagiques). Les pêcheurs se déplacent en marchant sur le récif, en pirogue ou en bateau à moteur.

Bien que le poisson demeure un des aliments préférés des habitants de Niue, la pêche n'est pas pour eux une source de revenus importante. Les stratégies de pêche ne visent pas à capturer les plus grandes quantités possibles, d'autant plus que les conditions météorologiques et l'état de la mer rendent souvent la pêche difficile. La distribution du poisson se fait encore dans une large mesure sans échange d'argent, mais les habitants pensent que la demande excède l'offre, notamment pour certaines espèces récifales et démersales. Le prix du poisson est élevé sur le marché local, ce qui n'est pas surprenant car le coût de la main-d'œuvre et le coût de la vie sont également élevés. Cependant, la question de savoir quels sont les facteurs déterminants de la valeur des produits de la pêche artisanale reste posée : quelle importance attribuer à des coûts de production élevés, à une faible productivité et aux forces du marché, donc à des coûts monétaires mesurables ? Les valeurs perçues jouent-elles également un rôle ?

Une enquête par questionnaire réalisée à Niue en mai et juin 2005 a permis d'identifier trois méthodes de pêche principales. Les modèles suivants ont été calculés sur la base des données moyennées obtenues grâce à l'enquête :

- Pêche à la canne sur le récif, à pied uniquement ("À pied" sur le tableau 2).
- Pêche démersale et/ou utilisation de cannes à pêche et de lignes à main sur des pirogues ("Pirogues 1a" et "1b").
- Pêche démersale et pélagique en bateau à moteur ("Bateau à moteur 2a" et "2b").

Deux catégories différentes ont été utilisées pour calculer les modèles correspondant à la pêche en pirogue et à la pêche en bateau à moteur, de manière à tenir compte des différences de coûts de main-d'œuvre (durée des sorties), de productivité (moyenne des prises) et de coûts d'investissement, calculés principalement en fonction de la longueur du bateau et de la cylindrée du moteur hors-bord le cas échéant.

Les coûts annuels (tableau 2) ont été calculés pour chaque catégorie par la méthode de l'amortissement à intérêts composés, sur la base de 96 sorties par an. Tous les coûts ont été calculés en dollars de Nouvelle-Zélande, puis convertis en dollars des États-Unis d'Amérique (taux de change utilisé : 0,688634). Un taux d'escompte de 15 % a été appliqué à tous les coûts.

La comparaison de trois méthodes de pêche artisanale permet de constater que les coûts de production varient

Tableau 2. Prix de revient des prises calculés par la méthode de l'amortissement à intérêts composés pour les trois méthodes de pêche couramment utilisées à Niue (USD/kg)

	Méthode de pêche				
	À pied	Pirogue 1a	Pirogue 1b	Bateau à moteur 2a	Bateau à moteur 2b
Coût annuel (USD)					
Coûts d'investissement	98	147	147	3 469	2 403
Coûts opérationnels	0	207	207	3 951	3 267
Coûts de main-d'oeuvre	909	2 000	1 454	2 182	2 182
<i>Total</i>	<i>1 007</i>	<i>2 354</i>	<i>1 808</i>	<i>9 602</i>	<i>7 852</i>
Moyenne des prises par sortie (kg)	1,62	7,5	13,64	17,5	20
Total des prises (kg/an)	208	720	1 652	1 680	1 920
Prix de revient des prises (USD/kg)	4,84	3,27	1,09	5,72	4,09

À pied : Matériel : ligne à main (hameçon, appât), lampe électrique et piles.

Pirogues 1a et 1b : Coûts d'investissement : pirogue en bois (\pm 1 000 NZD, soit \pm 689 USD) ; matériel de pêche : lignes à main (hameçons, appât, plombs), lampe et combustible, coûts de maintenance de la pirogue.

Bateau à moteur 2a : Coque en aluminium, 5 m, moteur hors-bord 50 CV, équipements de sécurité ; coûts opérationnels : 25 litres de carburant par sortie ; matériel de pêche : (bas de ligne, plombs, hameçons, jupes), sacs isothermes.

Bateau à moteur 2b : Coque en aluminium, 5 m, moteur hors-bord 25 CV, équipements de sécurité, coûts opérationnels : 22 litres de carburant par sortie ; matériel de pêche : 4 lignes et moulinets (bas de ligne, plombs, hameçons, jupes), sacs isothermes.

de 1,10 à 4,90 USD (1,60 et 7,12 NZD) par kilo de poisson capturé. Par comparaison, le prix du poisson local varie entre 5,50 USD/kg (8,00 NZD/kg) à quai pour les espèces pélagiques (sans tête, ni queue, vidé) et 10,30 USD/kg (15,00 NZD/kg) en moyenne au marché pour les espèces récifales et démersales. Cela signifie que, sur le marché local, le surplus net du producteur est largement supérieur à la valeur marchande dans le cas des espèces récifales et démersales, mais beaucoup moins important dans celui des espèces pélagiques.

Cette étude de cas démontre que la méthode de pêche (à pied) adoptée par la plupart des pêcheurs de Niue, qui requiert le moins d'investissement et présente le moins de risques, n'est pas intéressante du point de vue économique. Mais la pêche fait partie du mode de vie local et le temps de loisir consacré à cette activité est considéré comme une valeur ajoutée non marchande, alors que la main-d'œuvre n'est pas perçue comme un coût. Cette conclusion est étayée par les importantes différences de prix relevées entre les différents groupes d'espèces, soit en moyenne 5,50 USD/kg (8,00 NZD/kg) pour les espèces pélagiques et 10,30 USD/kg (15,00 NZD/kg) pour les espèces récifales et démersales. La différence de prix entre les espèces est révélatrice des préférences alimentaires des consommateurs, et par conséquent des valeurs perçues, car les différences de coûts de production ne permettent pas de l'expliquer de manière probante. Par ailleurs, le secteur de la pêche palangrière commerciale pour l'exportation bénéficie d'une réduction sur le prix du carburant, alors que ce n'est pas le cas pour la pêche artisanale locale ; cette réduction de prix n'explique donc pas les différences révélées par les calculs. Le potentiel du marché local est très limité du fait du petit nombre d'habitants (environ 1 500) et de la pra-

tique, très répandue, de distribution non monétaire des prises. Les mécanismes du marché peuvent donc être exclus en tant que facteurs prépondérants lorsqu'on tente d'expliquer les différences de prix entre les espèces pélagiques, récifales et démersales sur le marché local.

Il est intéressant de constater que cette étude de cas montre également qu'à Niue la valeur du poisson ne peut s'expliquer par des méthodes d'analyse économique conventionnelles, qui font peu de cas de la production de la pêche artisanale et attribuent des valeurs plus élevées à la pêche artisanale hauturière qu'à la pêche artisanale côtière. Cette observation suggère que la valeur de la pêche artisanale peut avoir été sous-estimée jusqu'à présent dans les comptes nationaux, dans lesquels on a utilisé un prix moyen quelle que soit l'espèce (Dalzell *et al.* 1996), ou appliqué un prix nettement plus élevé aux prises de la pêche hauturière qu'à celles de la pêche côtière.

En ce qui concerne la gestion halieutique, l'étude de cas réalisée à Niue permet de tirer les conclusions suivantes :

- bien que les habitants de Niue ne dépendent pas de la pêche artisanale pour leur alimentation ou leurs revenus, la pêche et le poisson frais font toujours partie intégrante de leur mode de vie.
- les préférences et les valeurs culturelles de la population conditionnent les prix du poisson sur le marché local, et des prix généralement plus élevés pour les espèces récifales et démersales, sauf, peut-être, le tazard.
- la demande de poisson, donc la pression de pêche, sont peut-être influencées par des facteurs culturels, ce qui peut limiter l'efficacité des actions de promotion d'activités rémuné-

ratrices de substitution et/ou de la sécurité alimentaire, souvent citées en d'autres lieux comme options de gestion halieutique permettant d'alléger la pression de pêche.

moyens de transports à utiliser pour s'y rendre. Plus la communauté est isolée (Uliveo étant la plus isolée), plus la consommation de poisson frais par habitant est élevée (figure 1) et plus sa valeur monétaire est basse (tableau 2).

Valeurs non monétaires – l'étude de cas de Vanuatu

L'étude de cas de Vanuatu met en évidence l'ambivalence de la démarche qui consiste à examiner ensemble les valeurs traditionnelles et les systèmes de commercialisation occidentaux, et à les comparer aux fins d'estimation de la valeur de la pêche artisanale. Le "prix à la production", qui correspond au prix obtenu par le pêcheur, mais exclut les coûts de commercialisation, comme le transport, la main-d'œuvre et les charges à payer au marché, est souvent utilisé comme prix de référence pour comptabiliser, à l'échelon national, la valeur marchande du poisson fourni par la pêche artisanale. Cette démarche a été utilisée pour comparer le degré d'application des valeurs marchandes et non marchandes, et pour identifier les raisons d'éventuelles différences.

L'étude de cas a porté sur trois communautés côtières : Paunangisu, sur Efate, l'île principale de Vanuatu (390 habitants), Moso, représentative d'une communauté vivant sur une petite île au large d'Efate (187 habitants), et l'île d'Ulivo (1 016 habitants), dans l'archipel lointain des Maskelynes. Nous avons également inclus les prix pratiqués aux grands marchés les plus proches, à savoir Port-Vila pour les deux communautés d'Efate, et Norsup, à Lakatoro, pour les habitants des Maskelynes (tableau 3).

Les variations considérables des prix à la production et des prix de vente au consommateur (tableau 3) ne révèlent pas de tendance claire au niveau des prix actuels, ni, par tant, de la valeur monétaire du poisson sur les marchés des trois communautés étudiées, ou sur les marchés provinciaux de Vanuatu les plus proches. Des tendances se dégagent cependant en fonction de l'isolement de ces communautés, lorsqu'on compare les distances qui les séparent du centre urbain le plus proche et les

Tableau 3. Comparaison des prix à la production, des prix payés par des commerçants locaux et des prix de vente au consommateur dans cinq communautés de Vanuatu

Communauté	Prix à la production (USD/kg de poisson)	Prix payé par les commerçants (USD/kg de poisson)	Prix de vente aux consommateurs (USD/kg de poisson)
Paunangisu	1,65		2,29
Moso	1,99		
Port Vila			2,51
Ulivo	0,61	1,74	
Norsup, Lakatoro	1,74		

Taux de change du vatu en dollars des États-Unis d'Amérique : 0, 0091617

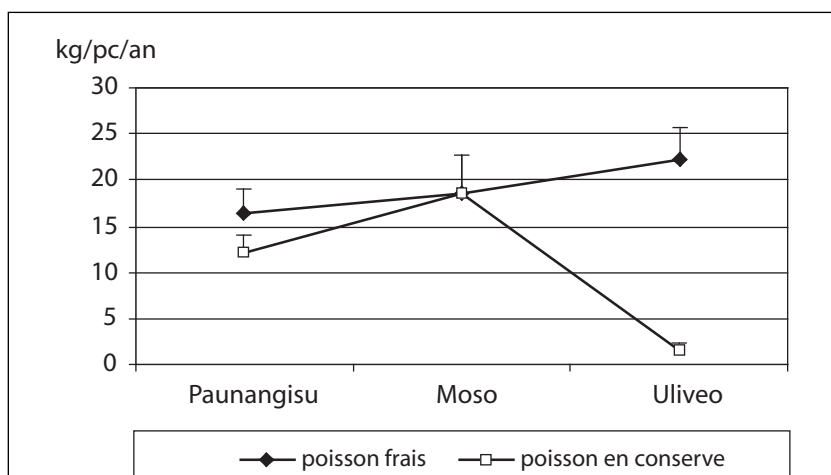


Figure 1. Consommation de poisson frais et de poisson en conserve par an et par habitant dans trois communautés de Vanuatu (kilo/an)

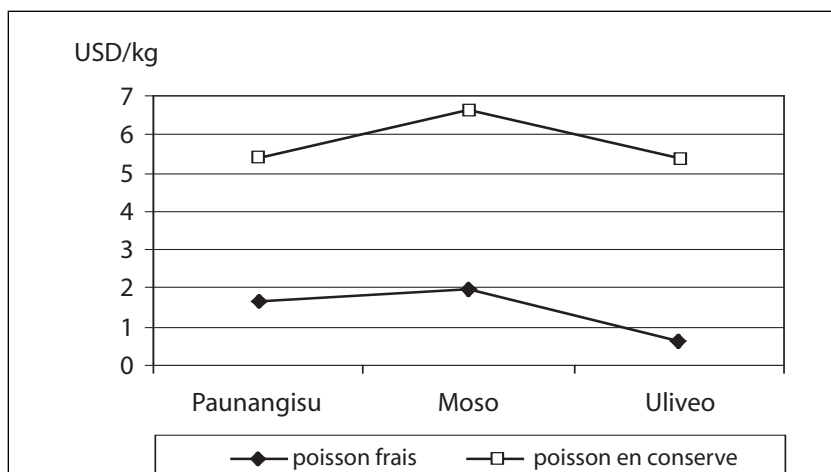


Figure 2. Prix du poisson frais et du poisson en conserve dans trois communautés de Vanuatu (USD/kg)

En revanche, la consommation de poisson en conserve est la plus faible dans la communauté la plus éloignée, et le prix du kilo de poisson en conserve y est toujours nettement supérieur au prix à la production du poisson récifal.

L'isolement peut également être défini par l'accès au marché, comme le suggère le fait qu'Uliveo a la plus petite proportion de ménages qui dépendent de la pêche comme principale source de revenus (Figure 3). Mais c'est également à Uliveo que le nombre de personnes participant à la pêche est le plus élevé (Figure 4). Il n'est donc pas surprenant que 100 % des ménages à Uliveo aient répondu qu'ils consomment du poisson pêché par un membre du ménage (Figure 5).

Cette comparaison permet de constater qu'Uliveo est un village dans lequel l'économie vivrière est très importante, ce que tend à confirmer le faible niveau moyen de dépenses des ménages qui y résident (Figure 6).

Nonobstant les différences de prix à la production, de revenu et de dépendance de la pêche pour l'alimentation, une proportion élevée des échanges de poisson se fait encore sur des bases non monétaires dans les trois communautés. Il est difficile d'établir un lien entre les différences de pourcentage indiquées par la figure 7 et l'isolement d'une communauté ou sa facilité d'accès au marché.

C'est le village de Paunangisu qui a le plus facilement accès au plus grand marché du pays, à Port-Vila. En outre, un commerçant local achète et revend du poisson. Dans l'ensemble, les villageois ont adopté le prix de gros payé par le commerçant aux pêcheurs, et lorsqu'un pêcheur vend du poisson directement à un villageois, il le vend à ce prix. Dans la boutique du village, le prix de vente au détail le plus élevé est en général payé par les habitants des villages voisins, mais il peut aussi être demandé à des clients de Paunangisu (Tableau 3).

À Moso, il n'existe pas de boutique ou de commerçant qui achèterait le poisson débarqué, et le seul autre marché accessible se trouve à Port-Vila. Le prix à la production à Moso est supérieur de 20 % à celui de Paunangisu. Le village de Moso ne se trouvant pas sur l'île d'Efate et ne disposant pas d'installations réfrigérées, le coût moyen de commercialisation du poisson, comprenant le transport par bateau et par route, les pains de glace et les frais au marché, s'élève à 13,10 dollars des États-Unis d'Amérique

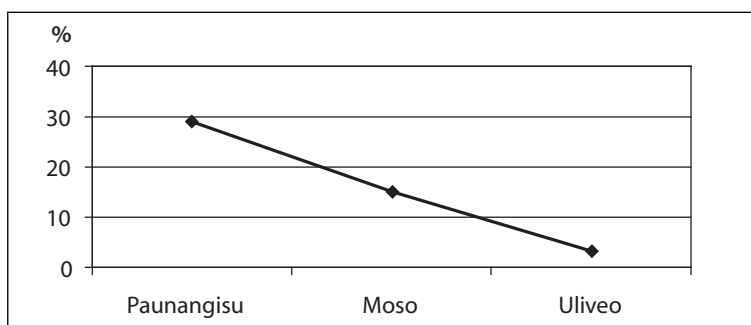


Figure 3. Pourcentage de ménages qui ont répondu que la pêche constitue leur principale source de revenus dans trois communautés de Vanuatu

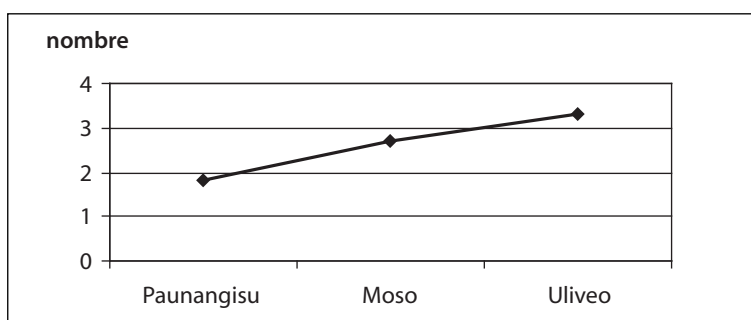


Figure 4. Nombre moyen de pêcheurs par ménage dans trois communautés de Vanuatu

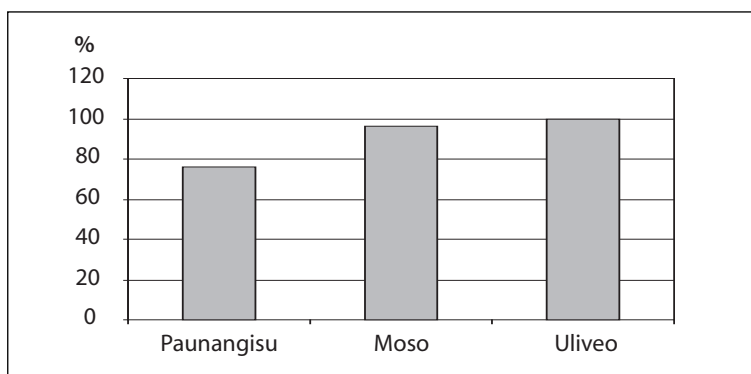


Figure 5. Pourcentage de ménages qui consomment du poisson pêché par un membre du ménage dans trois communautés de Vanuatu

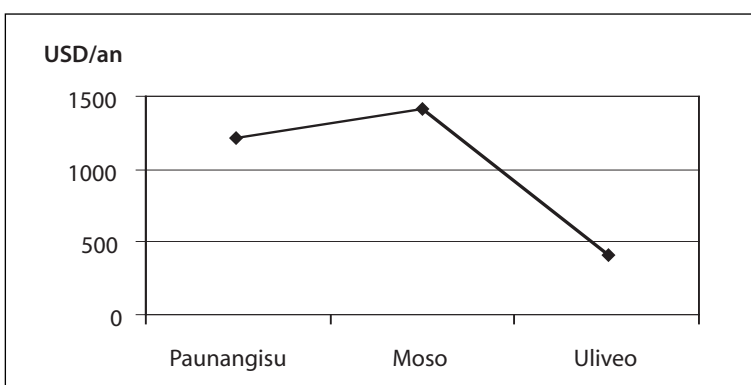


Figure 6. Dépenses moyennes des ménages déclarées dans trois communautés de Vanuatu (USD/an)

par voyage aller et retour. Par comparaison, le coût d'un voyage aller et retour pour un pêcheur de Paunangisu s'élève à 9,16 dollars des États-Unis d'Amérique, y compris le transport par route sur une plus grande distance et les frais au marché, la glace n'étant pas nécessaire car le temps de transit est plus court.

Pour vendre le poisson au marché de Port-Vila, où il peut être vendu plus cher, un pêcheur de Moso doit vendre plus de 20 kilos par voyage (Figure 8) et un pêcheur de Paunangisu doit vendre plus de 10 kilos par voyage

(Figure 9), si l'on tient compte uniquement des coûts de transport et des frais au marché, sans inclure de coûts de main-d'œuvre. Étant donné la petite échelle des opérations de pêche locale (les prises ne dépassant en général pas 10 kilos par sortie), cette option n'est pas rentable. En fait, la distorsion notoire entre le prix du marché à Port-Vila et le coût du transport suggère à elle seule que, même sur le plus grand marché du pays, les poissons récifaux sont généralement vendus à un prix inférieur à leur vraie valeur. Il se peut cependant que cette situation résulte de la faiblesse du pouvoir d'achat de la population, plutôt que d'un manque d'appréciation inhérent de la valeur des ressources locales en poissons récifaux.

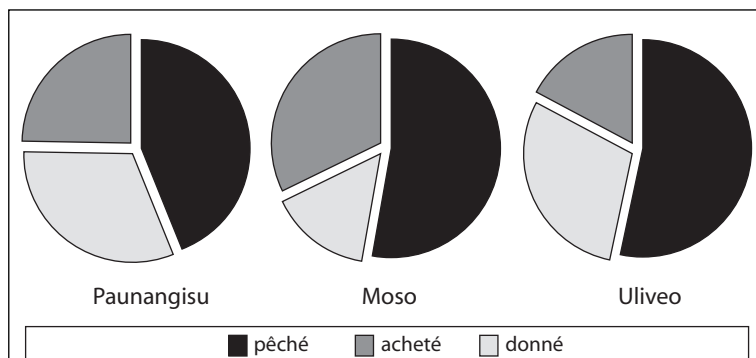


Figure 7. Consommation de poisson frais : pourcentages de poisson pêché, obtenu sans compensation monétaire (donné), ou acheté dans trois communautés de Vanuatu

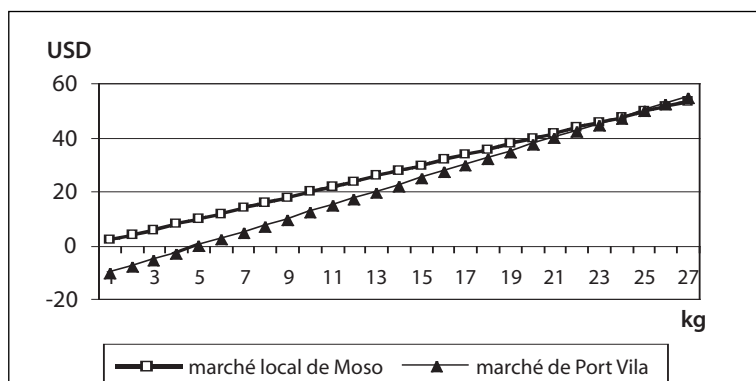


Figure 8. Seuil de rentabilité des ventes de poisson frais au village de Moso et au marché urbain de Port-Vila

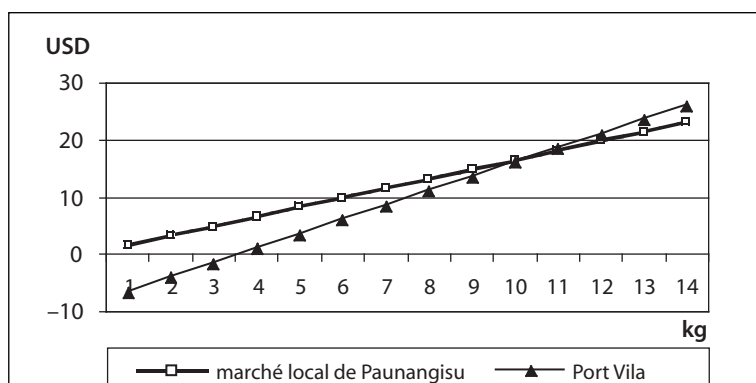


Figure 9. Seuil de rentabilité des ventes de poisson frais au village de Paunangisu et au marché urbain de Port-Vila

Les pêcheurs d'Uliveo disposent d'un autre débouché car ils peuvent vendre leur poisson à un bateau qui fait escale tous les mois. Le prix moyen à la production de 1,74 dollar des États-Unis d'Amérique perçu par les pêcheurs est égal à 2,8 fois le prix qu'ils obtiennent des villageois. Pourtant, malgré l'existence de cette option, la situation n'a pas évolué et le poisson demeure une denrée peu coûteuse pour les habitants d'Uliveo.

En résumé, l'étude de cas de Vanuatu montre que :

- les importantes variations du prix à la production et du prix de vente au consommateur local ne permettent pas de dégager des conclusions si l'on tient compte des coûts de production, et notamment du coût du transport.
- les données suggèrent que plus une communauté est isolée, plus la consommation de poisson frais par habitant est élevée et plus son prix est bas.
- ni l'isolement d'une communauté, ni sa facilité d'accès au marché ne permettent d'expliquer facilement les échanges non monétaires de poisson entre les membres des communautés.
- les observations réalisées suggèrent que les facteurs étudiés ne permettent pas d'expliquer complètement l'importance relative des valeurs monétaires et non monétaires pour les communautés.
- aucune des valeurs monétaires étudiées ne reflète les valeurs perçues et effectives de la pêche artisanale à l'échelon des communautés rurales, ou leur contribution au maintien et au respect des institutions sociales, à la sécurité alimentaire, aux relations sociales, à la protection ou à la cohésion sociale.

Étant donné la grande amplitude de variation des prix à la production et le fait

qu'elles ne permettent pas de justifier avec précision les valeurs perçues, mais non monétaires, nous avons tenté d'utiliser un coût de substitution, celui du poisson en conserve, comme mesure approximative. Communément consommé, ce produit est une source de protéines de substitution bon marché dans les pays insulaires océaniques.

La consommation totale de poisson (principalement des poissons récifaux) de chacune des trois communautés de Vanuatu et à Niue a été calculée, et sa valeur monétaire exprimée en prix à la production local, et en coût de substitution, au prix pratiqué localement, avec du poisson en conserve (poids net) fournissant la valeur calorique correspondante.

La figure 10 montre que, si les quantités totales consommées varient considérablement, leur valeur exprimée en poisson en conserve est toujours supérieure à celle du prix à la production local à Vanuatu. Mais à Niue, c'est l'inverse qui est vrai, car le prix local à la production est toujours plus élevé que celui du poisson en conserve, qui est pourtant déjà un produit cher.

Le prix du poisson en conserve varie d'un pays à l'autre en fonction des différences de taxes, de coûts de transport et de commercialisation. Cette comparaison permet néanmoins de montrer que la référence à un simple coût de substitution, comme celui du poisson en conserve, entraînera vraisemblablement encore une sous-estimation de la valeur monétaire réelle des produits de la pêche artisanale, car elle ne permettra pas de rendre compte de leurs valeurs sociales et culturelles réelles et perçues. Ce constat s'avère particulièrement utile lorsqu'on utilise la valeur des importations de substitution pour estimer la contribution de la pêche artisanale à l'économie nationale.

Discussion

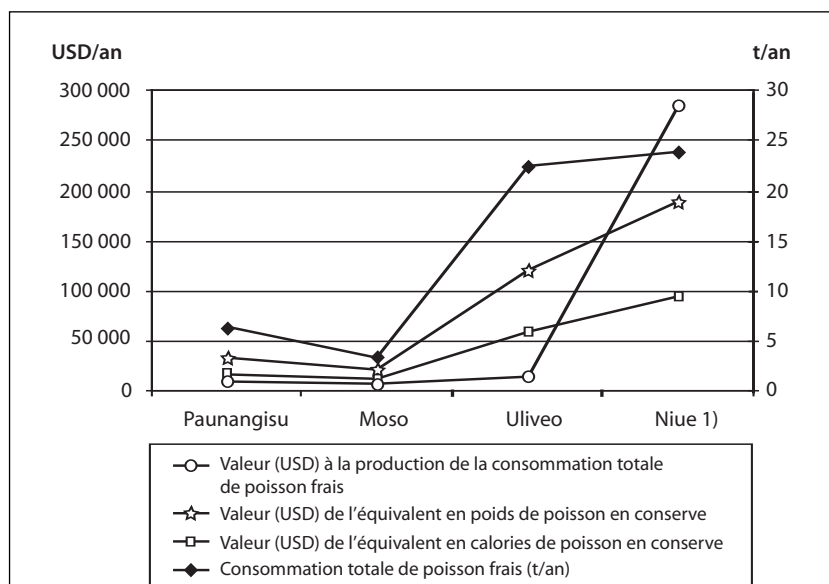
Dans le passé, les systèmes traditionnels océaniques étaient caractérisés par une économie de subsistance et par des petits groupes sociaux auto-suffisants (Crocombe 2001). Depuis les débuts de la colonisation, la monétarisation est considérée comme une condition préalable et indispensable à la croissance économique. Dans toute la région, le système économique monétaire occidental fait de plus en plus partie du mode de vie des communautés rurales traditionnelles.

Du fait de la commercialisation et de la monétarisation, les économies locales, jusqu'alors largement des économies de subsistance basées sur l'échange ou le troc, ont été reliées aux marchés extérieurs, avec trois grandes conséquences. Premièrement, des incitations externes ont entraîné une évolution des valeurs perçues par les communautés

locales, qui pourrait aboutir à une préférence pour l'avantage individuel au détriment de l'équité sociale (Ruddle 1993). Deuxièmement, des facteurs externes pourraient être internalisés par les autorités des communautés locales, entraînant un affaiblissement des valeurs traditionnelles et l'effondrement des systèmes de gestion traditionnels. Troisièmement, bien que considérée comme un puissant accélérateur de la dégradation des ressources marines côtières par le biais de l'accroissement de la pression de pêche et de stratégies de pêche non durables, l'économie monétaire n'a pas réussi à remplacer complètement le système économique traditionnel non monétaire basé sur le troc.

À l'heure actuelle, les pays insulaires océaniques connaissent une situation dans laquelle la vente et l'échange des produits de la pêche se font à la fois sur une base monétaire et non monétaire, ce qui peut expliquer pourquoi la valeur économique des ressources des pêcheries artisanale est souvent sous-estimée. Cette situation pourrait également expliquer pourquoi les résultats économiques de la pêche artisanale sont régulièrement sous-estimés (pour ne pas dire ignorés) dans les comptes nationaux (Ram-Bidesi 1997 ; Glossaire des pêches de la FAO).

Comme le montrent les études cas, les valeurs monétaires peuvent varier considérablement en fonction de l'échelle des opérations de pêche, de leurs coûts de production et du degré d'application des mécanismes commerciaux, ainsi que des préférences alimentaires et de la mesure dans laquelle les particuliers sont disposés à payer, et en ont effectivement les moyens.



Poisson frais : 1 100 calories/kg en moyenne ; poisson en conserve (huile égouttée) : 2200 calories/kg en moyenne (source : Dignan et al. 2004 ; le prix à la production local est le prix payé au pêcheur, et le prix du poisson en conserve est le prix de vente au consommateur) ; prix du poisson en conserve en USD/kg (poids net) : 5,40 à Paunangisu, 6,62 à Moso et 5,39 à Uliveo.

Figure 10. Valeur (en USD) du poisson frais consommé dans trois communautés de Vanuatu et à Niue : prix à la production, prix de vente local pour un poids (net) équivalent de poisson en conserve, et valeur calorique du poisson en conserve.

Le concept de la valeur perçue par la société (le principe du “consentement à payer” ; Freeman 1993) peut s’avérer d’une utilité limitée dans le contexte des pays insulaires océaniques. Ce principe implique, non seulement que la société concernée reconnaisse la valeur intrinsèque d’une ressource, mais aussi qu’elle ait les moyens de payer pour l’acheter. Le niveau de vie comparativement élevé des habitants de Niue leur permet d’appliquer ce principe, mais cela sera difficile, voire impossible, pour la plupart des communautés côtières et pour nombre de sociétés océaniques, qui dépendent principalement d’une économie de subsistance.

Certains des mécanismes fondamentaux de la dynamique socioinstitutionnelle de la pêche artisanale sont toujours très mal compris, notamment leur contribution à la sécurité alimentaire, leur place parmi les multiples activités des économies rurales et microéconomiques (à l’échelon des ménages et de la communauté locale) et leurs liens avec ces activités (Staples *et al.* 2004).

Les services des pêches sont préoccupés par la “sous-estimation” des produits de la pêche, sur le marché national comme sur les marchés étrangers, parce qu’une estimation adéquate de la pêche artisanale et de ses produits est l’une des conditions de l’amélioration de la gestion halieutique. Les observations présentées dans la présente communication appuient l’argumentaire en faveur de l’élaboration d’outils simples, mais efficaces, qui permettront aux spécialistes de la planification stratégique et aux responsables de la gestion halieutique de réaliser des estimations raisonnables de la pêche artisanale, de soutenir des politiques adaptées et d’obtenir un soutien financier à tous les échelons concernés.

Plusieurs méthodes (coûts annuels, prix à la production et coût de substitution) ont été essayées pour obtenir une estimation approximative de la pêche artisanale et de ses produits. Cependant, ces méthodes n’ont pas donné les résultats escomptés. Comme le montrent les deux études de cas, notamment celle réalisée à Vanuatu, les valeurs sociales revêtent une importance décisive mais ne correspondent pas aux concepts sur lesquels s’appuient les techniques simples mises en œuvre, qui visent à mesurer des transactions incorporant des mécanismes déclencheurs de changements observables du prix ou de la quantité des ressources échangées. Par conséquent, comme l’avance Costanza (1979), les prix observés sur le marché ne sont pas seulement des mesures inadéquates de la valeur sociale des ressources marines mais ils ne permettent pas non plus, en général, d’estimer la valeur de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques.

L’estimation de la pêche artisanale et de ses produits dans les pays insulaires océaniques contribuera à une meilleure compréhension de la pêche, ainsi que des motivations et des perceptions des pêcheurs dans une optique socioéconomique. Il est clair que les recommandations concernant la gestion halieutique ne devraient pas être formulées sans qu’il soit tenu compte des valeurs sociales et du mode de subsistance des pêcheurs et de leurs familles (Kesteven 1996 ; Garcia 2005). Il est possible qu’une démarche quantitative inspirée des méthodes de l’économie de l’environnement, qui incluent l’estimation d’avantages non marchands, puisse être adoptée pour estimer la

valeur économique totale de la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques. Une telle démarche, telle que l’a exposée Korovulavula (2005) dans le cadre d’une estimation socioéconomique de la diversité biologique, tiendrait compte des éléments suivants :

- *Les valeurs d’usage directes et indirectes* : dans le contexte de la pêche artisanale, les valeurs directes correspondent aux prises et à d’autres usages mesurables des pêcheries côtières, cependant que les valeurs indirectes incluent les fonctions environnementales et écologiques, et les avantages de l’écosystème marin côtier.
- *Les valeurs d’option* : ce sont des valeurs perçues par la population en termes de possibilité d’exploiter les ressources dans le présent et dans l’avenir. Ces valeurs incluent également des usages autres que la pêche artisanale.
- *Les valeurs de non usage, y compris les valeurs d’existence et de transmission* (Richards et Davies 1999 ; Campbell et Brown 2003) : dans notre contexte, cela inclut la pérennité des pêcheries côtières et leur valeur pour les générations futures.

Une telle démarche de l’estimation des valeurs non marchandes doit également passer par la conception d’une méthode de normalisation des diverses valeurs en termes monétaires pour pouvoir tenir compte d’un certain nombre de valeurs associées à la pêche artisanale dans les pays insulaires océaniques, dont, entre autres :

- la sécurité nutritionnelle, la stabilité du milieu rural, et la protection contre les variations économiques externes, qui, de concert avec le secteur non monétaire, plus important, aident à constituer une précieuse position de repli pour les pays insulaires océaniques (Ram-Bidesi 1997), et
- les institutions sociales qui dépendent de la pêche artisanale, dont l’existence favorise une distribution plus équitable et qui réduisent donc la nécessité de disposer d’un système de protection sociale externe ou étatique. Ces institutions sont également considérées comme l’un des mécanismes les plus efficaces, sinon le plus efficace, de règlement des différends entre les divers usagers et de mise en œuvre de mesures de gestion halieutique viables.

On ne doit cependant pas oublier que plus la pêche artisanale sera monétisée, et plus il est probable que les ressources halieutiques seront sous pression. Le comportement des populations locales pourrait ainsi évoluer vers des méthodes moins favorables à la conservation (Kramer et van Schaik 1997 ; Holt 2005). Les services des pêches doivent donc chercher à sensibiliser la population pour qu’elle soit plus disposée à modifier ses comportements en vue d’assurer la conservation des ressources dans cette situation nouvelle (Vickers 1994).

Remerciements

Cette communication n’aurait pas vu le jour sans l’aimable assistance de nombreuses personnes. Je suis particulièrement reconnaissante au service des pêches de

Niue, notamment à son Directeur, Brendon Pasisi, et à Fiafia Rex, Chargée de la gestion des pêches côtières, qui ont apporté leur soutien à l'enquête sur le terrain, et à James Tafatu, Agent des pêches principal, pour ses observations et ses suggestions. Je tiens à remercier tout particulièrement les agents du Service des pêches de Vanuatu, son Directeur, Moses John Amos, et Robert Jimmy, Biologiste des pêches principal, grâce auquel le travail sur le terrain a pu être réalisé à Vanuatu, et Tony Taleo, qui a participé à la collecte des données.

Aucun résultat n'aurait été obtenu sans la coopération des villageois et des pêcheurs des communautés représentées dans cette étude. Je tiens donc à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu me faire confiance et contribuer à nos travaux donnant de leur temps et de leurs efforts pour partager les informations que nous avons utilisées et, en particulier, la population de Niue et les habitants de Paunangisu, de Moso et d'Uliveo sur Efate et sur les Maskelynes à Vanuatu.

Je remercie également mes collègues du Projet PROC-Fish-C et du Programme Pêche côtière de leurs commentaires et de leurs observations.

Bibliographie

- Ahmed M., Chong C.K. and Balasubramanian H. 2004. An overview of problems and issues of coral reef management. p. 2–11. In: Ahmed, M., Chong, C.K. and Cesar, H. (eds). *Economic valuation and policy: Priorities for sustainable management of coral reefs*. Worldfish Centre, Penang, Malaysia.
- Burke L., Selig E. and Spalding M.D. 2002. *Reefs at risk in Southeast Asia*. World Resources Institute, Washington, DC.
- Campbell H.F. and Brown R.P.C. 2003. Valuation of non-marketed goods. p. 261–287. In: Campbell, H.F. and Brown, R.P.C. (eds). *Benefit-cost analysis: Financial and economic appraisal using spreadsheets*. Cambridge University Press: Cambridge, UK.
- Costanza R. 1999. The ecological, economic, and social importance of the oceans. *Ecological Economics* 31:199–213.
- Crocombe R.G. 2001. Production: From village economy to global markets. p. 322–343. In: Crocombe, R.G. *The South Pacific*. Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, Suva, Fiji.
- Dalzell P., Adams T.J.H. and Polunin N.V.C. 1996. Coastal fisheries in the Pacific islands. *Oceanography and Marine Biology: An annual review* 34:395–531.
- Dignan C., Burlingame B., Kumar S. and Aalbersberg W. 2004. *The Pacific Islands food composition tables*. 2nd edn. FAO, Rome.
- FAO Fisheries Glossary: <www.fao.org/fi/glossary/default.asp>.
- Freeman A.M. 1993. *The measurement of environmental and resource values: Theory and methods*. Resources for the Future, Washington, DC.
- Garcia S.M. 2005. Fishery science and decision-making: Dire straights to sustainability. *Bulletin of Marine Science* 76:171–196.
- Gillett R. and Lightfoot C. 2001. *The contribution of fisheries to the economies of Pacific Island countries*. Asian Development Bank, Manila, Philippines.
- Holt F. 2005. The catch-22 of conservation: Indigenous peoples, biologists, and cultural change. *Human Ecology* 33:199–215.
- Kesteven G.L. 1996. A fisheries science approach to problems of world fisheries or: Three phases of an industrial revolution. *Fisheries Research* 25:5–17.
- Korovulavula I. 2005. A framework for socioeconomic valuation of biodiversity in the PABITRA focal sites in Fiji. *Pacific Science* 59: 205–211.
- Kramer R.A. and van Schaik C.P. 1997. Preservation paradigms and tropical rain forests. p. 3–14. In: Kramer, R.A., van Schaik, C.P. and Johnson, J. (eds.). *Last stand: Protected areas and the defense of tropical biodiversity*. Oxford University Press, New York.
- Moran D. and Pearce D. 1999. The economics of biodiversity. p. 82–113. In: Folmer, H. and Tietenberg, T.H. (eds). *The international yearbook of environmental and resource economics 1997/ 1998: A survey of current issues*. Edward Elgar Publishing: Cheltenham, UK.
- Ram-Bidesi V. 1997. Economics of subsistence fishery in the Pacific Islands. p. 69–89. In: *Fisheries and Marine Resources: Papers presented at Symposium 8: Eighth Pacific Science Inter-Congress, University of the South Pacific, Fiji, 13–19 July 1997*. Marine Studies Programme Technical Report 3.
- Richards M. and Davies J. 1999. The use of economics to assess stakeholder incentives in participatory forest management: A review. *European Union Tropical Forestry Paper 5*. Overseas Development Institute, London.
- Ruddle K. 1993. External forces and change in traditional community-based fishery management systems in the Asia-Pacific region. *Marine Anthropological Studies* 6(1/2):1–37.
- Staples D., Satia B. and Gardiner P.R. 2004. *A research agenda for small-scale fisheries*. FAO Regional Office for Asia and the Pacific, Bangkok.
- Vickers W.T. 1994. From opportunism to nascent conservation: The case of the Siona-Secoya. *Human Nature* 5: 307–337.
- Whittingham E., Campbell J. and Townsley P. 2003. *Poverty and reefs: Volume 1: A global overview*. DFID–IMM–IOC/UNESCO, Paris.

La collecte des crabes de terre sur l'Île Christmas

Mecki Kronen¹

L'Île Christmas, ou Kiritimati, est le plus grand atoll corallien du monde. Elle fait partie des Îles de la Ligne et se situe à environ 3 240 km au large de Tarawa, principale île de Kiribati. Selon les chiffres de 2002, 4 810 habitants sont disséminés sur l'île et peuplent les quatre principaux villages de la côte est. L'atoll a une superficie de 575 km² mais ses ressources terrestres sont très limitées. La population puise surtout sa nourriture dans le lagon et les récifs côtiers environnants. Les poissons de récif et les poissons pélagiques représentent à eux deux les principales sources de subsistance des populations locales. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder la consommation moyenne de poisson frais qui atteint, à l'année, les 143 kg par habitant².

Plantés après 1882, les cocotiers couvrent la plus grande partie de l'île. Ces cocoteraies abritent le crabe de terre *Cardisoma carnifex* (Thomas, 1999), également appelé *te manai* en langue vernaculaire. Les crabes terrestres vivent dans des trous mais doivent rester humides lorsqu'ils se terrent. À n'importe quelle heure du jour, on est facilement témoin d'un défilé de crabes se faufileant entre les cocotiers de l'Île Christmas.

Lors de notre séjour à Kiritimati, notre famille d'accueil au village de Tabakea nous a emmenés, de bon matin, sur l'un des plus grands sites où l'on ramasse le crabe de terre. Toute la famille s'est rendue en camion jusqu'à l'orée des cocoteraies. Hommes, femmes et enfants s'étaient munis de sacs de farine ou de seaux vides et tous se sont engagés dans une véritable course. C'était à qui aurait le plus beau et le plus gros crabe. Pendant une vingtaine de minutes, la famille a ratissé le terrain tout autour des cocotiers où le sol était jonché de feuilles. D'un coup, on soulevait les feuilles pour effrayer les crabes. Ces derniers, affolés, se mettaient à fuir hors de leurs terriers et se faisaient attraper par des mains expertes. En moins de quinze minutes, un seau de 30 litres était plein de crabes vivants. Pour éviter que les crustacés ne s'échappent, on plaçait une noix de coco au-dessus de la prise.

En rentrant au village, les chasseurs profitaient des dix minutes de trajet pour arracher les pinces et les pattes des crabes. Arrivés à la maison, on les trempait dans de l'eau claire et on rinçait le tout. Le dernier rinçage débarrassait les crabes de toute l'eau salée et de tout sédiment restant. Les pinces avant et les corps étaient ensuite cuits et servis au déjeuner (cinq pour les adultes et deux pour les enfants).

Alors que la capture était l'affaire de tous, y compris des hommes, la préparation des crabes, elle, ne concernait que les femmes. Il est intéressant de le noter, car en général les femmes de l'Île Christmas ne participent à aucune activité

halieutique, même lorsqu'il s'agit de récolter des mollusques et des crustacés. La facilité avec laquelle on ramasse les crabes de terre laisse entendre qu'ils représentent sur l'Île Christmas une ressource abondante et inépuisable. Or, des études menées ailleurs ont révélé que l'on pouvait être confronté à une surexploitation. Par exemple, à Pelilin, à Palau (Matthews 2002 ; Olkeriil et Matthews 2003), les crabes sont devenus une denrée de consommation courante, les femelles pleines sont souvent capturées et les exportations ne sont pas contrôlées. On a donc demandé que des efforts de conservation soient faits et que des stratégies de gestion soient mises en place.



Chez les habitants de Kiritimati, le crabe de terre n'est ni un mets commun, ni un produit d'exportation. Cependant, la croissance démographique de l'île (immigration comprise), le manque de ressources protéiques en dehors du poisson, le coût élevé de la vie et le manque de produits importés à base de viande, en conserve ou surgelés, pourraient bien exercer une pression sur le crabe de terre de l'atoll.

Bibliographie

- Matthews E. 2002. Les crabes terrestres de Palau. Hina, les femmes et la pêche, Bulletin d'information de la CPS n°11:15-16.
- Olkeriil I. and Matthews E. 2003. Land crabs of Pelilin. Palau Conservation Society Report 2003-01, Koror, Palau.
- Thomas F.R. 1999. Optimal foraging and conservation: The anthropology of mollusk gathering strategies in the Gilbert Islands group, Kiribati. Dissertation, University of Hawai'i.

1. Chargée de recherche halieutique (pêche en milieu communautaire), Observatoire des pêches récifales de la CPS, Nouméa (Nouvelle-Calédonie)
 2. Ces données proviennent d'une étude socioéconomique menée dans le cadre du projet PROCFish/C financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Observatoire des pêches récifales de la CPS.

La pêche comme moyen de subsistance à Nauru

Aliti Vunisea¹

Suite à la crise économique qu'a connue Nauru, la chute du pouvoir d'achat, la perte d'emplois rémunérés, l'alignement des salaires et les travaux non-payés ont bouleversé les modes de vie et l'organisation sociale. Les populations ont renoué avec les systèmes traditionnels : les gens troquent leur nourriture, aident les plus démunis, tissent des liens communautaires et mettent en place des activités sociales. Les familles se regroupent dans des logements plus grands, qui abritent parfois plus de 26 membres, où chacun partage ce qui lui appartient.

Le chômage, qui a considérablement augmenté, fait partie des nouveaux problèmes sociaux. Les jeunes, qui n'ont que très peu de chances d'accéder à la formation ou à l'emploi, sont devenus la cible privilégiée de cette crise. Les rares personnes à avoir un travail doivent subvenir aux besoins de familles toujours plus nombreuses. L'alcool et les cigarettes sont devenus des produits de luxe et les consommateurs luttent pour se les offrir. La consommation de kava a atteint des taux record chez les populations locales. Certains le boivent même en remplacement de l'alcool, car il est moins coûteux.

Pour les habitants de Nauru, la sécurité alimentaire est un besoin urgent. Mais en l'absence de stabilité financière et faute de denrées de substitution, le problème ne peut que s'installer et perdurer. Dans certains cas, le manque de sécurité alimentaire et l'instabilité financière du pays ont même engendré une insécurité sociale. Les vols mineurs et les pratiques commerciales illégales sont en constante augmentation et le marché noir absorbe des produits de base, comme le carburant, les cigarettes et l'alcool.

Les articles vendus dans le commerce ne sont pas plus chers que dans les autres États et Territoires insulaires océaniques, mais la population locale ne peut y accéder. Les prix sont en fait trop élevés par rapport au pouvoir d'achat des habitants du pays. Ainsi, de nombreux ménages n'achètent que des produits de première nécessité et se passent de la plupart des produits d'importation. Il n'existe aucun contrôle des prix sur les aliments ou les autres produits de base. La pénurie de carburant, qui engendre des coupures d'électricité durant la majeure partie de la journée, a une influence considérable sur les prix (de l'essence, du poisson, des aliments surgelés, etc.). Du fait de cette pénurie, les activités de la plupart des services publics et des entreprises privées se sont ralenties.

Des comportements alimentaires nouveaux

Il est réaliste de dire que les choix alimentaires dépendent du pouvoir d'achat. Dans 98 pour cent des foyers de Nauru, les produits issus de la pêche représentent aujourd'hui la source principale de protéines. C'est également la première source de revenus pour la majorité des pêcheurs. Les habitants de Nauru, qui depuis des générations n'ont jamais eu à pêcher pour se nourrir,

doivent apprendre les techniques de pêche et s'adapter au nouveau style de vie. Hommes, femmes et enfants vont quotidiennement jusqu'au récif pour ramasser ce qu'ils trouvent et pêcher.

À l'heure actuelle, de nombreux foyers ont des jardins potagers ou familiaux, aménagés avec le concours de la FAO, où ils cultivent légumes et arbres fruitiers. Le pays possède un sol fertile et assez de terres cultivables pour que le maraîchage artisanal se développe. De plus en plus d'habitants remplacent le riz par du manioc ou par du fruit à pain. Petit à petit, les potagers fournissent fruits et légumes, mais beaucoup de familles ne prennent encore que deux repas par jour et ne comptent que sur les restes du petit-déjeuner pour nourrir leurs enfants durant la journée. Le système social apporte son lot de solutions : les habitants resserrent leurs liens familiaux et troquent de la nourriture. En outre, les modes de préparation des aliments ont radicalement changé. La pénurie de carburant fait que la population cuisine directement sur des feux de bois ou sur des cuisinières à pétrole.

En dehors de la pêche, les habitants ont adopté des solutions pour s'adapter. Par exemple, ils se tournent vers d'autres sources de protéines ou vers des aliments plus courants. Le noddî, mets local qui n'était servi qu'à l'occasion de cérémonies, est désormais chassé quotidiennement pour être mangé ou commercialisé. Tous les soirs, des groupes d'hommes s'en vont attraper ces oiseaux sur le plateau central de l'île, là où se situent les anciennes mines. Chaque groupe, formé de cinq ou six hommes, revient avec 40 à 60 oiseaux. Certaines nuits, se sont plus de 100 oiseaux qui sont capturés. Les prises sont ensuite vendues à l'unité à un dollar des États-Unis d'Amérique.

Des pratiques de pêche et des prises d'un nouveau type

Au cours de ces trois dernières années, l'intensité et la pression de pêche se sont accrues de façon spectaculaire. Désormais, presque tous les foyers de l'île pratiquent la pêche. Pour beaucoup, la pêche et les ressources halieutiques sont synonymes de gagne-pain et sont devenues un moyen de pallier la crise. La pratique de la pêche s'est complètement transformée : hommes, femmes et enfants font grimper les taux de participation, les espèces visées sont celles que les gens peuvent attraper, les systèmes de distribution passent davantage par les ventes et le partage des produits de la mer. Ceux qui possèdent un emploi rémunéré achètent des denrées alimentaires importées et les échangent contre du poisson aux membres de la famille qui n'ont pas de travail et qui s'adonnent à la pêche. Lorsqu'une famille compte plusieurs pêcheurs ou qu'elle se compose de pêcheurs avertis, les prises sont redistribuées gratuitement à d'autres.

1. Chargée de recherche (pêche en milieu communautaire), Observatoire des pêches récifales, CPS, Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

En raison de la pénurie de carburant, les enfants ne sont pas toujours à l'école et contribuent donc de plus en plus aux activités de cueillette et de pêche. Dans certains districts, les hommes ont formé des groupes de pêche et lorsque les prises sont vendues ; on partage les bénéfices au sein du groupe.

Malgré le nombre croissant de pêcheurs, les engins utilisés sont en grande partie restés les mêmes. L'utilisation de bateaux à moteur ou d'autres engins sophistiqués et la pratique de la plongée de nuit sont limitées par la pénurie de carburant, le manque de moyens financiers des habitants, leur incapacité d'acheter des batteries, etc. Les pêcheurs utilisent rarement leurs hors-bord, laissant ainsi la pêche pélagique à ceux qui ont des pirogues (les habitants de Tuvalu et de Kiribati, le plus souvent).

Les pêcheurs n'ont que des connaissances générales en la matière, ainsi ils attrapent tous les invertébrés ou poissons qu'ils croisent sur leur chemin. Ils commencent par marcher des kilomètres pour pêcher ou attraper ce qu'ils trouvent et rentrent parfois bredouilles. La taille des prises et leur nombre sont en baisse. On se tourne désormais vers d'autres types de prises et l'on consomme des espèces qui n'étaient pas pêchées auparavant (comme certaines espèces d'holothuries et d'oursins).

Tout le monde pêche autour de l'île. Il n'existe pas de régime particulier de propriété des espaces marins et il n'y a donc rien qui empêche les gens de pêcher en dehors de leur district. La zone récifale de Nauru est très étroite et présente une pente abrupte dont les pêcheurs se servent pour plonger et pêcher au harpon des espèces pélagiques. Dans une certaine mesure, cela a permis de relâcher la pression de pêche sur les poissons de récif, car ils représentent une ressource accessible sans bateau. Les habitants de Nauru consomment des espèces de poissons qui n'étaient que très rarement ciblées auparavant. Ils attrapent et consomment des poissons de toute taille, ce qui pourrait bien se traduire par l'extinction de certaines espèces si aucune stratégie de gestion n'est mise en œuvre.

Tous les jours, des femmes vont ramasser des produits de la mer sur les platiers.



La gestion

Avec la récente intensification de la pêche, les ressources récifales font l'objet d'une pression importante. Ce développement implique qu'il conviendrait de mettre en place un cadre qui règlementerait l'exploitation des ressources. À l'heure actuelle, il n'existe aucun système de gestion, même si, dans leur district, les habitants ont commencé à adopter des mécanismes pour remédier à la situation. Par ailleurs, il y a sans cesse des tentatives de création d'aires marines protégées. À Nauru, la libre disposition des ressources halieutiques implique que chacun est libre de pêcher où il veut. Sur ce point, l'île se démarque des autres États et Territoires insulaires océaniques. En l'absence d'autorités coutumières, les protocoles observés dans les autres pays ne sont pas en vigueur à Nauru. Il n'y a ni droit coutumier, ni code à l'échelle du district, ni aucune coutume, ni accord tacite régissant les activités halieutiques. Il n'y a, par exemple, aucune restriction sur la taille des prises, aucun système de quotas, ni de réglementation limitant les engins, l'utilisation de scaphandres autonomes ou les importations (d'espèces côtières).

À Nauru, la tendance alimentaire est à l'opposé de celles observées dans les autres États et Territoires insulaires océaniques, où les populations passent d'un régime de type traditionnel à un régime à base de produits importés et transformés. En matière de pêche, de chasse aux oiseaux et de culture potagère, les habitants de Nauru sont des novices. C'est un véritable défi pour ceux qui tentent de boucler leur budget avec ces minces rémunérations. Les femmes et les enfants en sont les premières victimes. Mais les habitants les plus motivés ont et continueront d'aider les ménages en créant des communautés, en tissant des liens entre les familles et en favorisant l'entraide.

Il importe maintenant d'instaurer un système de gestion afin de garantir la sécurité alimentaire et de fournir aux habitants des sources de revenus durables. Il s'agit surtout d'adopter une approche écosystémique des pêches et de répondre au besoin de préserver de façon durable l'environnement de l'île, ses ressources naturelles et humaines.



Les enfants pratiquent aussi toutes formes de pêche. Ici, un petit garçon montre ses prises.

L'évolution de la participation des femmes au secteur de la pêche dans les États et Territoires insulaires océaniques

Aliti Vunisea¹

Si la participation des femmes au secteur de la pêche dans les pays insulaires océaniques a évolué de diverses manières, les rôles qu'elles assumaient d'un point de vue sociologique et traditionnel sont restés sensiblement les mêmes. En plus de sa fonction traditionnelle et sociale, la femme contribue de plus en plus à l'économie de marché, occupe des emplois rémunérés et s'investit dans des activités du même type.

La part des femmes dans le secteur de la pêche est parfois minimisée et sous-évaluée, car on considère que ces activités font partie du devoir qui leur incombe de recueillir la nourriture afin d'assurer la subsistance du ménage. Dans une certaine mesure, les hommes ont eux aussi commencé à modifier leur comportement en aidant aux tâches ménagères. Cependant, la conception traditionnelle de la femme chargée du ménage et des repas demeure et n'est pas près de changer. Cette distinction des femmes dans la gestion et le développement de la pêche a fait naître un vaste débat qui part du principe que les hommes et les communautés en général n'accordent pas toujours leur soutien aux projets ou aux initiatives uniquement menés par des femmes.

Bien que le secteur de la pêche offre de belles perspectives de développement économique dans les pays insulaires océaniques, les communautés luttent pour en tirer un maximum de profits. Dans la plupart des îles du Pacifique, les femmes maîtrisent tout particulièrement les techniques de pêche côtière et de subsistance mais participent rarement au développement et à la gestion halieutique, que ce soit au niveau de la formation ou de la prise de décision. La baisse du volume des prises, la disparition de certaines espèces côtières, l'aménagement de certaines zones côtières pour des usages autres que la pêche et pour le tourisme, la mise en valeur des terres récupérées sur la mer et le développement industriel sont autant de facteurs qui affectent la manière dont les femmes pratiquent la pêche. On observe d'une part, que les activités de mise en valeur affectent généralement les zones où elles pêchent, empêchant ainsi les femmes d'accéder au domaine maritime ; d'autre part, que les femmes ne sont généralement pas invitées à participer aux nouveaux projets ou initiatives prises dans ce secteur. Par conséquent, elles doivent s'éloigner pour pêcher et trouver des moyens de transport pour atteindre d'autres récifs. Elles sont aussi parfois contraintes de se tourner vers d'autres moyens de subsistance.

Dans beaucoup de pays insulaires océaniques, ce sont les hommes qui possèdent les biens, les bateaux ou les

engins de pêche et ce, même lorsque les pêcheurs attirés du foyer sont des femmes et que ce sont elles qui génèrent la plupart des revenus de la famille. C'est d'autant plus vrai dans les sociétés patrilinéaires où la propriété de la terre, du domaine marin et des équipements comme la maison ou le bateau revient aux hommes. En général, les femmes ne possèdent pas les bateaux nécessaires pour se rendre sur les récifs éloignés. Toute élévation du prix du carburant les affecte directement, étant donné qu'elles acquittent le prix du transport, et a des répercussions sur leur taux de participation aux activités halieutiques. Pour payer, elles sont parfois obligées de donner le poisson ou les produits qu'elles ont ramassés. Cela fait partie des difficultés que rencontrent les femmes qui s'adonnent à la pêche dans bon nombre de communautés rurales côtières.

Les institutions traditionnelles, les protocoles et les croyances évoluent doucement, transformant du même coup les structures, les organes directeurs et les dynamiques qui aboutissent à la prise de décision en milieu communautaire. Même s'il est vrai que les traditions et la coutume empêchent les femmes de s'investir, l'argument a de moins en moins de poids aujourd'hui. Grâce aux femmes diplômées, à celles qui s'intègrent dans le paysage économique et celles qui occupent des postes respectables, on voit apparaître de nouveaux codes de conduite et systèmes relationnels au sein des communautés insulaires. Elles deviennent les agents vecteurs du changement au sein de leur collectivité et les porte-parole des autres femmes lors des réunions du village. Les anciens et les autres catégories de la communauté prennent en général leur point de vue et leurs interventions au sérieux.

En revanche, dans d'autres communautés comme celles qui habitent les régions côtières rurales des Îles Salomon et des Îles Fidji, les barrières traditionnelles demeurent. Par exemple, quand une femme pêche, elle doit également récolter des légumes-racines dans le jardin. Dans certaines zones des Îles Salomon, les femmes qui partent pêcher en pirogue doivent payer sur de longues distances pour aller chercher les fruits de leurs cultures. D'autres portent des sacs pleins de tubercules et de noix de coco sur des kilomètres. C'est parce qu'on considère ces tâches comme faisant partie de leur rôle traditionnel qu'on ne prend pas en compte ce qu'elles sont et ce qu'elles font. Par ailleurs, il existe des zones et des périodes taboues qui interdisent la pêche aux femmes. La croyance selon laquelle la menstruation rend la femme impure est encore très forte dans certaines zones

1. Chargée de recherche (pêche en milieu communautaire), Observatoire des pêches récifales, CPS, Nouméa (Nouvelle-Calédonie)

des Îles Salomon. Durant cette période, la femme ne doit donc en aucun cas participer aux activités halieutiques. Parmi ces exemples, on sait que certaines femmes acceptent leur rôle et leur position dans la société à cause de la dot. Pour elles, ces sommes versées par le mari à l'occasion du mariage font qu'elles ont l'obligation conjugale d'aller chercher la nourriture et de pêcher. La collecte de nourriture est donc une activité quasi-quotidienne. Des femmes de tout âge se retrouvent dehors, dans les champs ou sur les récifs. Dans certaines régions des Îles Salomon, ce sont les femmes qui pêchent en majorité dans les mangroves, là où les crocodiles sont une véritable menace. Elles y vont même lorsque le nombre de personnes ayant aperçu un reptile est en augmentation.

Dans les régions côtières rurales des Îles Fidji, les femmes assument également les activités de maraîchage et de pêche comme faisant partie des tâches qui leur sont traditionnellement dévolues. Dans certaines communes rurales des Îles Fidji, les femmes échangent encore crabes et autres produits de la mer contre de l'argent ou de la nourriture et sont généralement obligées d'accepter le prix fixé par l'acheteur. Lorsque des vendeurs intermédiaires achètent la marchandise aux communautés, les prix sont fixés par les acheteurs. Étant donné que les femmes ne connaissent pas très bien le marché, les produits sont vendus à très bas prix. C'est parfois le seul moyen qu'elles ont d'accéder aux biens de consommation. Elles échangent nattes, paniers et tapas contre des équipements ménagers modernes tels que des rideaux, des couvertures, des moustiquaires, des assiettes et des casseroles. Elles s'arrangent entre elles et, après trois ou quatre mois de préparation, les échanges peuvent avoir lieu. En général, les transactions se déroulent entre femmes, dans les centres urbains et les zones rurales isolées.

À partir de ce qui a été développé plus haut, on peut supposer qu'il existe toujours un énorme fossé entre les femmes des zones urbaines ou périurbaines et celles des régions côtières rurales, au regard des travaux accomplis, des rôles traditionnels et de leur participation au secteur de la pêche. Cet écart se creuse d'autant plus lorsque les différences observées concernent le niveau d'instruction, la connaissance du milieu marin et l'existence de programmes ou d'infrastructures assurant la promotion du commerce et de la formation théorique et pratique.

Dans un tout autre registre, les femmes de Tokelau et de Niue pratiquent la pêche pour s'occuper ou se divertir. En effet, les habitants de ces pays jouissent de revenus par habitant élevés. Les modes de vie se sont largement occidentalisés du fait des rapports qu'entretiennent ces îles avec la Nouvelle-Zélande. Les femmes ont presque toutes des revenus et ont accès à la formation, tandis que les hommes vont pêcher et recueillir la nourriture.

Au Samoa, les femmes sont moins présentes dans le secteur de la pêche qu'aux Îles Fidji mais contribuent beaucoup au ramassage d'invertébrés. Elles privilégient la récolte des holothuries : elles en ramassent plusieurs espèces, les incisent puis les vident pour ensuite consommer les viscères crus. Elles mélangent les intestins de certaines espèces d'holothuries avec d'autres, font une bouillie et hachent finement la peau. Elles mettent le tout dans des bouteilles vides qui seront ensuite vendues sur

les marchés et dans les autres points de vente du pays. C'est un mets délicat, très prisé au Samoa. Il est consommé par les personnes provenant des pays étrangers, lorsqu'une cérémonie particulière a lieu dans le village ou servi lors des repas quotidiens.

À Kiribati et à Tuvalu, les femmes s'occupent surtout du ramassage et les hommes de la pêche. Les femmes vont souvent dans les zones côtières pour collecter de petits poissons de récif au filet ou à la main. À Kiribati, la pêche se pratique depuis des pirogues et est en grande partie réservée aux hommes.

La part réduite des femmes dans le secteur de la pêche au Samoa, à Niue et à Tokelau s'explique de différentes manières. Par exemple, on dit que si l'homme ne veut pas que la femme aille pêcher, c'est pour la protéger du soleil et lui épargner une rude besogne. À Niue et à Tokelau, on pense que la pêche n'est pas un besoin vital au niveau économique.

En règle générale, c'est dans les pays mélanésien, notamment aux Fidji, aux Salomon et à Vanuatu, que la proportion de femmes dans le secteur de la pêche est la plus élevée. Dans cette région, le taux de participation des femmes aux activités de pêche et l'écart observé entre les pays dépendent des traditions. La contribution des femmes peut sembler identique ou minime dans certains cas, mais le rôle qu'elles jouent est déterminant pour la sécurité alimentaire et l'avenir des jeunes dans le Pacifique.

Dans la plupart des îles du Pacifique, les femmes se consacrent à la vente et à la commercialisation des produits de la mer. Elles vendent sur les marchés, le long des routes, à des vendeurs intermédiaires, des particuliers, des restaurants et des entreprises exportatrices. Le plus souvent, elles ne mettent pas seulement leurs prises sur le marché mais aussi celles des autres membres de leur famille. À Kiribati, à Tuvalu et aux Îles Salomon, les femmes sont embauchées par les vendeurs intermédiaires pour écouler leur marchandise. Il n'existe que très peu d'infrastructures pour les accueillir et il n'est pas rare de voir l'une d'elles passer toute une journée au soleil pour vendre ses produits. Étant donné qu'elles ne disposent pas non plus d'équipements pour conserver leurs poissons, il arrive que leurs produits se perdent et que les prix varient du tout au tout. Parfois, elles en tirent un très maigre salaire.

Le plus souvent, la vente sur les marchés municipaux est pratiquée à petite échelle, sans aide financière. Les femmes apprennent sur le tas les techniques de vente, de marchandage, de budgétisation et de négociation. Même si elles sont nombreuses à mettre leurs produits sur les principaux marchés des grandes communes et des villes océaniques, elles n'ont qu'une vague idée de la dynamique urbaine. Elles ne fréquentent en général que leur espace de vente et les petits supermarchés où elles font leurs courses avant de rentrer chez elles. Elles ne connaissent donc que les abords des marchés des zones marchandes et des gares routières. Ces femmes ont fini par asseoir leur propre réseau et créer des groupes d'entraide pour vendre leurs produits et s'assurer d'avoir des acheteurs.

En règle générale, les femmes qui participent aux activités halieutiques interviennent à plusieurs niveaux. Cela

va de la préparation des engins de pêche à la pêche elle-même, en passant par la récolte, le traitement ou la distribution des produits, notamment la commercialisation. C'est parce qu'on considère toujours que le rôle de la femme est de nourrir son foyer, que leurs activités n'ont aucune valeur économique et que leur participation au secteur de la pêche est minimisée. C'est aussi pour cela que les femmes sont tenues à l'écart du développement et de la formation. Comme elles restent en bordure des marchés municipaux et vendent peu, on néglige leur implication dans l'économie de marché. Pourtant, ces activités marchandes sont, dans la plupart des cas, une source de revenus et un moyen de subsistance.

En milieu communautaire, la femme a pour mission de fournir la nourriture aux visiteurs, lors des cérémonies et des manifestations coutumières. Elle ne touche aucune rémunération en contrepartie du temps qu'elle passe à pêcher, à préparer le repas, à s'occuper des invités, etc. Comme nous l'avons évoqué précédemment, on estime que ces activités font partie de leur rôle domestique.

Lorsqu'on aborde le thème des femmes et de la pêche dans les États et Territoires insulaires océaniques, ce n'est pas tant l'équité, l'égalité ou la parité homme-femme qui posent problème, c'est en réalité la reconnaissance du fait que les femmes sont, dans ce secteur, des chefs d'entreprise et les gestionnaires du foyer. La femme gère les questions sociales et les opérations financières quotidiennes de la famille, sans être vraiment formée ou aidée.

Le problème est de savoir comment intégrer tous ces femmes dans le développement. Cela implique qu'on lève les barrières qui empêchent les femmes d'accéder à la technologie, au marché, à la formation et aux projets de développement, pour n'en citer que quelques-unes. Il faut donc trouver un moyen pour que ces femmes puissent accéder aux marchés et apprendre les techniques de commercialisation, de gestion de la qualité des produits et d'un budget, de demande de crédit, ainsi que les principes généraux de la nutrition. Il faut aussi qu'elles puissent acheter et posséder les équipements qui leur permettraient de se lancer dans des projets d'entreprise. Tout cela permettrait de faire évoluer les choses, non seulement dans leur intérêt, mais aussi dans celui de leurs familles. Le plus dur reste encore de traduire les politiques en actions concrètes ou significatives, qui amélioreraient le quotidien de ces femmes.

Dans les pays insulaires océaniques, les femmes sont tenues de respecter les traditions tout en s'adaptant au monde moderne, et de participer à l'économie de marché en développant leurs activités commerciales. Les crédits disponibles, les projets de développement et la formation ne les concernent pas et ne signifient pas grand-chose pour leurs familles. Il faut donc trouver un moyen de les informer et de leur exposer toutes les possibilités

qui s'offrent à elles. Même si les barrières sociales et traditionnelles qui empêchaient les femmes de participer à la pêche commencent à s'effriter, l'accès des femmes aux outils de développement existants et à l'information reste un véritable problème. Les femmes pénètrent un secteur d'activité généralement réservé aux hommes, occupent des emplois nouveaux et développent de nouvelles pratiques de pêches. En matière de production, le marché ne fait aucune différence entre les hommes et les femmes : ce qui compte c'est la qualité de ce qui est produit. Il faudrait donc mettre ce dernier point en avant pour faire en sorte que les femmes participent aux secteurs privés et informel.

En dépit des avancées technologiques, des progrès dans le domaine des communications et de la diffusion de l'information, il n'est pas aisé de mettre l'information et toutes ces aides à la portée des habitants des zones rurales, notamment lorsqu'il s'agit des femmes et des jeunes. À l'échelon régional, les réseaux et les pratiques ont rapidement évolué, tant au niveau de la pêche que dans les autres secteurs. Alors comment instaurer le même système de liens et de collaboration à l'échelon du pays et de la communauté ? Ces réseaux et cette approche collective peuvent-ils, à long terme, être bénéfiques pour les femmes ou modifier la façon dont sont traitées à l'heure actuelle les questions relatives aux femmes ?

La question que l'on doit se poser est celle-ci : doit-on chercher à obtenir plus d'égalité entre les sexes et plus d'équité à l'égard des femmes en s'appuyant sur divers indicateurs, ou doit-on permettre aux femmes de prendre des décisions et de participer aux projets de gestion et de développement dans les communautés rurales côtières ? Si l'on met trop l'accent sur la gestion et la prise de décisions, ne risque-t-on pas de passer à côté du besoin urgent d'améliorer le niveau de vie de ces femmes qui vivent dans les communautés rurales côtières ?

Dans les deux cas, les besoins diffèrent complètement. D'un côté, il faut une volonté politique d'inclure les femmes dans la prise de décision, par conséquent de dépasser les barrières institutionnelles implantées depuis toujours. De l'autre, des campagnes d'information, d'éducation et une formation professionnelle sont nécessaires pour qu'elles puissent donner leur avis et s'impliquer davantage.

À l'échelon des communautés, il importe d'aider les femmes à se sortir de la pauvreté en prenant des mesures qui se répercuteraient directement sur leurs activités et leurs responsabilités, et en leur permettant d'accéder aux ressources et aux aides disponibles. Car, pour beaucoup d'entre elles, ce ne sont pas l'argent et la nourriture qui manquent, mais bien les chances d'anticiper leur avenir et celui de leurs enfants.

Pêche de loisir : les femmes jouent un rôle déterminant dans la gestion des zones lagunaires

Jason Brown¹

Aux Îles Cook, la pêche est un secteur minuscule qui n'offre que très peu de perspectives d'avenir aux hommes et aux femmes.

Contrairement à d'autres pays, les Îles Cook n'ont pas encore analysé les rôles respectifs des hommes et des femmes dans ce secteur. Lors du recensement de 2001, plus d'une femme sur dix (exactement 35 sur 301) affirmait avoir un emploi qualifié dans l'agriculture ou la pêche. Le prochain recensement est prévu pour la fin de l'année 2006.

Depuis 2001, le secteur de la pêche aux Îles Cook connaît un microcycle en dents de scie. Les femmes commencent à participer à la transformation des produits ; néanmoins on trouve une majorité d'hommes dans les deux principales usines de transformation. Au plus fort de sa croissance, le secteur comptait une douzaine de bateaux à son actif, pêchant de manière soutenue dans la zone économique exclusive de quelque 1,8 million de kilomètres carrés. À l'heure actuelle, il ne reste plus que deux ou trois navires en service. Selon le ministère, les exploitants n'ont pas réussi à prendre en compte l'aspect saisonnier de la pêche hauturière aux Îles Cook.

Ce sont surtout les hommes qui pratiquent la pêche côtière, même si les femmes commencent à jouer un rôle important dans la protection des zones lagunaires. Très peu de femmes participent aux activités halieutiques. La

chanteuse Apiti Nicholas a été pendant longtemps une exception de taille, avant de se retirer pour des raisons de santé. Dans l'industrie du tourisme, ce sont encore les hommes qui s'adonnent le plus à la pêche au gros : une seule femme exerce dans le domaine.

En 1998, les chefs coutumiers, dont Te Tika Mataiapo, président du Koutu Nui (conseil des chefs coutumiers), ont aidé les communautés à réintroduire le *ra'ui*, système traditionnel de protection de zones marines et terrestres. Autour de la capitale, située sur l'île de Rarotonga, les principales zones de reproduction du lagon ont fait l'objet d'interdictions coutumières. Soutenue par le WWF, Organisation mondiale de protection de la nature, la campagne de réintroduction du *ra'ui* a réussi à limiter les pratiques de pêche destructrices et a permis de reconstituer les stocks lagunaires. Lancée il y a quelques années, cette initiative nécessite toutefois un élan nouveau pour que la communauté continue de coopérer.

Le tourisme, principale industrie du pays, procure près de la moitié du PIB des Îles Cook, soit environ 108 millions de dollars néo-zélandais, alors que la pêche et la perliculture ne rapportent à elles deux que 10,5 millions de dollars néo-zélandais. Il se pourrait bien qu'il faille accorder davantage d'importance aux activités touristiques tournées vers le lagon, qui génèrent des salaires indirects dans le secteur de la pêche, ainsi qu'au rôle crucial des femmes dans la protection des zones lagunaires.

La CPS accueille son nouveau Chargé de la gestion de la pêche côtière

Magele Etuati Ropeti est le nouveau Chargé de la gestion de la pêche côtière de la CPS. Il est originaire du Samoa et a travaillé pendant dix ans à la Division des pêches du Ministère de l'agriculture et de la pêche. Il était à la tête des Services samoans de conseil et de vulgarisation halieutiques et a participé au succès du programme de gestion communautaire de pêche côtière, auquel participaient les habitants de plus de 80 villages.

Il a obtenu son diplôme de Pêche tropicale à l'Université du Pacifique Sud (USP) et sa licence ès Sciences appliquées à la pêche au Collège maritime australien (AMC). Avant d'intégrer la CPS, il a mené des missions conseil pour le compte de la Section Gestion de la pêche côtière.

Aliti Vunisea, qui occupait précédemment le poste de Chargée de la pêche en milieu communautaire, a intégré



Etuati Ropeti

le projet PROCFish. Elle est toujours rattachée au Programme Pêche côtière de la CPS et mène actuellement des enquêtes socio-économiques au sein des communautés insulaires du Pacifique.

1. Journaliste stagiaire auprès du Bureau des femmes du Pacifique.

La CPS nomme une nouvelle rédactrice en chef du bulletin “Hina – Les femmes et la pêche”

Madame Veikila Vuki, directrice de la société de conseil Oceania Environment Consultants installée à Guam, a été nommée au poste de rédactrice en chef du bulletin d'information de la CPS “Hina – Les femmes et la pêche”. Elle travaillait auparavant au sein de la Division des pêches de Fidji et à l'Université du Pacifique Sud (USP).

“Notre région est un réservoir de savoirs et de compétences. C'est un honneur pour moi d'accueillir Veikila Vuki au sein des Programmes de la CPS consacrés à la pêche. Les professionnels de cette envergure, surtout lorsqu'ils sont d'origine océanienne, constituent notre atout le plus précieux” a déclaré Jimmie Rodgers, Directeur général de la CPS.

La rédactrice en chef du bulletin sur les femmes et la pêche sera chargée de chercher et de collecter les informations qui sont publiées semestriellement en correspondant régulièrement avec différents auteurs et réseaux de spécialistes. Elle dirigera également la publication du bulletin en étroite collaboration avec les auteurs des articles.

Madame Vuki est née à Ono-I-Lau, l'île la plus isolée et la moins peuplée du sud des Îles Fidji. Elle a mené des recherches en Australie, aux Îles Fidji, au Samoa, aux Îles Cook, à Kiribati, à Vanuatu, dans les États fédérés de Micronésie (États de Chuuk, Pohnpei, Kosrae et Yap), à Guam, aux Îles Marshall et à Palau.

Son expérience lui a permis d'aborder des domaines variés comme la pêche côtière, la gestion du littoral, les femmes dans le secteur de la pêche et le développement halieutique. Elle a écrit une quantité d'articles et s'est intéressée plus récemment à la pêche de subsistance sur l'île d'Ono-I-Lau. À l'heure actuelle, elle est adjointe de recherche au Laboratoire marin de l'Université de Guam. Elle a obtenu son doctorat d'Écologie des récifs coralliens à l'université de Southampton (Angleterre) et une maîtrise de Biologie marine et de botanique marine à l'Université James Cook (Australie).

Dernièrement, Veikila Vuki a participé au développement et à la coordination des opérations de la Pacific Islands Marine Protected Areas Community (PIMPAC)



Veikila Vuki

dans les pays insulaires du Pacifique et les États fédérés de Micronésie librement associés aux États-Unis d'Amérique. Avant de travailler pour la PIMPAC, elle a été associée de recherche au Laboratoire marin de l'Université de Guam pendant deux ans et étudié la question de l'aménagement des bassins versants et des récifs coralliens.

Veikila Vuki a enseigné pendant neuf ans au Programme d'études océanographiques de l'Université du Pacifique Sud (Fidji). Elle dispensait des cours de premier et deuxième cycle sur la pollution marine, l'océanographie, l'écologie des récifs coralliens et la gestion des pêches. Elle a également été directrice de recherches, à l'Université du Pacifique Sud, pour le programme de surveillance mondiale SeagrassNet. Membre du réseau régional des femmes dans le secteur de la pêche, basé à Suva, elle a exercé en tant qu'agent du service des pêches des Îles Fidji, où elle a contribué à la formation des femmes en gestion halieutique.

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2007

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, division Ressources marines, Section Information
B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie,
Téléphone : +687 262000; Télécopieur : +687 263818; Courriel : cfinfo@spc.int
Site Internet : <http://www.spc.int/coastfish/Indexf/index.html>